VOL. II

EXPATRIATION ET VALORISATION DE L'EXPERTISE TERRITORIALE À L'INTERNATIONAL

REPÈRES, CONSEILS ET RÉCITS D'EXPÉRIENCES

QUAND LES TALENTS GRANDISSENT, LES COLLECTIVITÉS PROGRESSENT

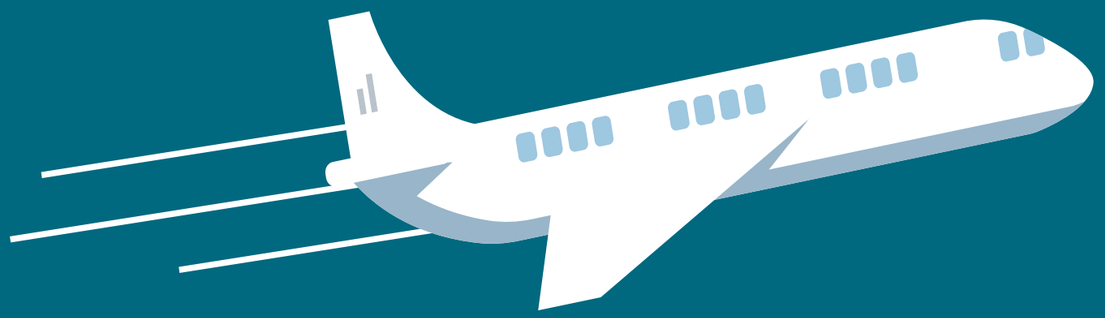
SOMMAIRE

PARTIE 1 : PARTIR EN EXPATRIATION : RÉCITS D'EXPÉRIENCES VOL.II 5

LISTE DES PORTRAITS

JÉRÔME KOHL 7
ÉMILIE EMOND 11
FLORENCE LOUP 15
YANN LAPOIRE 19
MICKAËL DEPOIX 23
LAËTITIA SUCHECKI 27
GAUTIER ROUHET 31
YANN THOREAU LA SALLE 35
SÉBASTIEN DESRAMAUT 39
ROSE-ANNE BISIAUX 43

PARTIE 2 : RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES 47



PARTIE 1

PARTIR EN EXPATRIATION : RÉCITS D'EXPÉRIENCES VOL. II

PRÉSENTATION

Portraits recueillis entre mai et juillet 2020.

Yannick LECHEVALLIER, Agence du monde commun
et Emmanuel THOUARY, CNFPT-INSET de Nancy

PORTRAIT #1

JÉRÔME KOHL

JÉRÔME KOHL

Jérôme KOHL a 52 ans, est marié et père de trois enfants encore scolarisés. Il est aujourd'hui chargé de mission au Département des Pyrénées-Atlantiques (poste provisoire). Il est parti en expatriation, sous statut de détaché auprès du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères en 2017, en tant que directeur du Centre culturel franco-namibien à Windhoek en Namibie.

LE PARCOURS

Jérôme KOHL a débuté sa carrière au sein des collectivités locales en 1993 à la mairie de Clamart (92) où il est d'abord chargé de mission politique de la ville, puis responsable par intérim du CCAS, et enfin directeur de l'administration générale (suivi des conseils municipaux, des marchés publics) jusqu'en 1996. Il quitte Clamart pour le sud de l'Aquitaine en 1996 pour le poste de secrétaire général de la mairie d'Odos ((65) - 3300 habitants). En 1997, pour 4 ans, il devient directeur général des services de la mairie de Vic-en-Bigorre ((65) - 5300 habitants) et de la communauté de communes Vic-Montaner ((64-65), 9000 habitants). Il poursuit sa carrière en 2002 comme directeur général adjoint des services à la mairie d'Agen ((47), 33 000 habitants) en charge des ressources humaines et des services à la population (social, sports, jeunesse, éducation, culture). Il y reste jusqu'en 2005, année à laquelle il rejoint le CNFPT comme directeur de l'antenne Pyrénées-Atlantiques (64), en charge également des formations dans le domaine Europe et International pour l'Aquitaine. Il reste au sein du CNFPT durant 7 ans.

En 2012, il retourne en collectivité, au sein du Département des Pyrénées-Atlantiques, d'abord comme DRH adjoint (1 an) puis directeur de la communication par intérim (1 an) et enfin responsable de la coopération internationale (3 ans).

C'est en 2017 qu'il part en expatriation sur un détachement auprès du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères en tant que directeur du Centre culturel franco-namibien à Windhoek en Namibie.

Depuis septembre 2019 et sa réintégration au sein du Département des Pyrénées-Atlantiques, il est sur un poste provisoire en charge d'une étude sur la sécurité incendie. Il cherche à rebondir professionnellement dans une autre collectivité.

LE DÉPART

Jérôme KOHL candidate en novembre 2016 sur un poste au sein du réseau du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour un départ en septembre 2017.

À la suite des élections départementales de 2015 qui avaient vu un changement de majorité, l'action internationale du Département était fortement discutée et le poste de Jérôme KOHL était, si ce n'est menacé, devenu moins intéressant. L'idée de relever un nouveau challenge professionnel très différent et passionnant et de vivre concrètement l'expérience de l'expatriation germe. Jérôme KOHL, par son activité de responsable des relations internationales, a en charge, à ce moment, les accords de coopération du Département des Pyrénées-Atlantiques (essentiellement celui avec la province de Misiones en Argentine), le soutien aux acteurs associatifs du territoire, et la mise en place de congés de solidarité pour les agents du Conseil départemental.

Connaissant un collègue du Département parti en expatriation avec le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères l'idée lui vient de candidater ; il le contacte pour en savoir plus et se convainc de l'opportunité. Il s'inscrit alors sur le site de Ministère où les postes sont présentés. Il se connecte en novembre : le *mercato* est déjà terminé et peu de postes sont alors proposés. Mais deux postes correspondent à ses envies et il finalise son dossier. Il est retenu pour des entretiens et obtient le poste en avril 2017 pour un départ en septembre 2017. Ces cinq mois ne sont pas de trop pour finaliser le dossier au Ministère : « *des milliers de choses à faire* » notamment de nombreux tests médicaux pour confirmer l'aptitude au départ, et nombreuses démarches administratives.

Son contrat démarre officiellement au 1er septembre 2017. Le Ministère ne pouvant engager aucun frais avant cette date, il réalise la « formation au départ » du 2 au 8 septembre. Il ne peut faire de mission en amont pour repérer les lieux, prendre des contacts ou faire un tuilage (trop cher pour les deniers personnels). L'ensemble de la préparation se fait donc à distance (10 000 kms) par téléphone et courriels, en s'appuyant sur les futurs collègues de l'ambassade : il loue la maison d'un ancien expatrié, sur photos ; il achète à distance sa voiture et doit inscrire les enfants au lycée *international* de la même manière. Pour la « préparation culturelle » il se plonge dans de multiples livres et sites Internet pour s'informer sur le pays, d'autant qu'il n'y est jamais allé auparavant, *même s'il avait séjourné à plusieurs reprises dans d'autres pays africains.*
Il décolle avec famille et bagages le 9 septembre 2017.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Jérôme KOHL n'a ressenti aucune difficulté à s'adapter au nouvel environnement institutionnel. Si le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères est une structure lourde et compliquée à comprendre, en revanche l'ambassade à Windhoek, est de taille très réduite (poste à présence diplomatique), ce qui limite tout problème d'intégration. Jérôme KOHL connaît tout de suite les collègues et l'accueil est bon, l'entraide réelle, etc.

Certains peuvent penser que partir en expatriation, en Namibie équivaut à des « grandes vacances » ; au contraire, sur un poste si éloigné avec peu de moyens, Jérôme KOHL se trouve avec énormément de travail et des responsabilités très importantes (et les soucis qui vont avec).

Au plan financier, certes, la rémunération est vraiment très intéressante : entre primes et rémunération, il perçoit près de trois fois son salaire en France ! mais il faut alors tenir compte des surcoûts : d'abord les billets d'avion quand vous rentrez en France en famille ça coûte très cher (les premiers prix sont à 950 € par personne) ; mais aussi la scolarité (près de 3000 € par mois pour les 2 enfants), le logement, les frais de santé, etc.
Durant son séjour en Namibie, Jérôme KOHL a eu un accident de travail grave avec sa voiture. Cela entraina des complications administratives sérieuses qui ont été prises en charge par le Ministère. Mais cela génère aussi des frais de santé très importants. Or à Windhoek, pas de carte vitale : il faut remplir de nombreux formulaires et avancer les frais. Il faut bien prendre en compte cela dans sa gestion budgétaire dès avant le départ.

LES ENJEUX PERSONNELS

Si Jérôme KOHL n'avait pas d'expérience particulière à l'étranger, il était engagé dans le milieu culturel : notamment, au plan associatif, il est, de 2014 à 2017, président du *Méliès*, un cinéma d'art et d'essai à Pau ; ce qui explique sans doute le choix du Ministère pour cette mission au sein du Centre culturel.

Le départ est une décision familiale. Mais pour une famille recomposée cela induit que l'un ou l'autre des parents des enfants restent en France. Ainsi, les enfants qui partent s'éloignent de leur parent restant en France et inversement, l'enfant qui reste, s'éloigne de son père qui part en expatriation.
Cela génère d'abord de nombreux frais d'avion pour garder régulièrement le contact (malgré des trajets de 12 à 24h - pas de vol direct !) mais aussi des changements d'organisation (un des enfants a souhaité revenir en France et un autre a souhaité inversement venir en Namibie).

Comme tous les expatriés en Namibie (il n'avait pas pu chercher en dehors de ce réseau) Jérôme KOHL et sa famille ont loué une maison dans un quartier huppé (il y a une énorme ségrégation liée au logement, c'est un des aspects des inégalités abyssales au niveau de la population namibienne), avec clôture électrique et alarme. Sur le plan sécuritaire, ils évitent de se promener le soir dans les rues. Il faut être vigilant à tout instant : ainsi on ne retire de l'argent au distributeur que s'il y a à côté de l'ATM un garde armé ; ne rien laisser dans la voiture si on ne veut pas se la faire fracturer, etc.

Mais cela ne l'a pas empêché de rencontrer de nombreuses personnes locales : de par son poste Jérôme KOHL est en contact avec de nombreux namibiens, artistes, fonctionnaires, banquiers, etc. avec qui il sympathise souvent, et partage de nombreux moments conviviaux : *« mais pour se faire de « vrais amis » ça prend plus de temps ».*

Par ailleurs, Jérôme KOHL rappelle que le pays est encore marqué par l'*Apartheid,* qui existait jusqu'en 1989 (le pays est devenu indépendant de l'Afrique du Sud en 1990), et les tensions entre ethnies sont palpables. Et au plan interculturel, cela joue : étant habitué à l'interculturalité, Jérôme KOHL a plutôt bien vécu sa mission cependant *« même si on est informé ce n'est pas toujours facile ».* Ainsi en situation de management *« si vous faîtes une erreur, ou si vous n'allez pas dans la bonne direction il ne faut pas attendre de vos subordonnés qu'ils vous en informent, c'est totalement contraire à leur culture, très respectueuse (trop ?) vis-à-vis de la hiérarchie ; vos collègues vous diront oui mais penseront parfois non, et connaître le fond de leur pensée est très difficile ».*

ET APRÈS ?

Le retour a été difficile pour Jérôme KOHL.
Tout d'abord, il est rentré pour raisons familiales avant la fin de sa mission, en *janvier* 2019. Le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères l'a alors gardé sous contrat jusqu'à l'échéance d'août 2019 mais sans affectation.

À son départ de sa collectivité d'origine, son poste n'a pas été de suite remplacé. Mais celui-ci a finalement évolué et pourvu. Lorsqu'il demande sa réintégration (d'abord par un courrier trois mois avant la date de retour), sa collectivité ne lui propose pas de poste correspondant à ses compétences, ou lui permettant de valoriser son expérience. Il essaie de trouver une autre collectivité, notamment une ville mais l'approche des municipales, en cette fin 2019, rend compliquée cette mobilité.
Il réintègre finalement le Conseil départemental sur une mission « incendie » pour quelques mois.

Il espère que cela évolue prochainement.

SON CONSEIL

De son expérience en Namibie, Jérôme KOHL recommande de bien réfléchir sur son départ.
Il est nécessaire de posséder une réelle capacité d'adaptation bien entendu, surtout quand on part dans un pays où tout est différent : la langue, la culture, le climat, le système administratif, etc. ... jusqu'à la conduite à gauche ! Il faut aussi savoir se remettre en question, sortir du cadre professionnel que l'on connaît et avoir grande ouverture à la différence, une capacité d'empathie. Les modes de fonctionnement sont très différents : il faut s'armer d'une grande patience, être tolérant et ne pas être jugeant.

Mais c'est cette différence qui fait l'attrait de l'expérience de l'expatriation : ce qu'il a apprécié plus particulièrement, c'est justement cette très grande différence, le fait de se sentir ailleurs, de sortir de tous ses repères ; dans un très beau pays, avec des rencontres humaines particulièrement enrichissantes.

Le point essentiel est de bien réfléchir à tous les aspects, notamment familiaux avant de candidater : les retours précipités en France sont le plus souvent dus à des problèmes personnels (épanouissement du conjoint, problèmes liés aux enfants, parents âgés, etc...) ; ce qui signifie qu'il vaut parfois mieux attendre le bon moment pour partir, lorsque le contexte personnel est très favorable (enfants partis en université, par exemple).
Mais il recommande vivement de tenter cette expérience exceptionnelle, tellement enrichissante.

PORTRAIT #2

ÉMILIE EMOND

ÉMILIE EMOND

Émilie EMOND a 31 ans. Elle est directrice des relations internationales de la ville d'Epinay-sur-Seine (93). Elle est entrée en collectivité après et grâce à une expatriation.

LE PARCOURS

Émilie EMOND passe en 2000 le concours d'attaché territoriale. Elle est pour l'instant recrutée comme cadre contractuelle par le ville d'Epinay-sur-Seine du fait de son parcours international (au niveau d'attachée territoriale Cat A).

Émilie EMOND a obtenu une licence à La Sorbonne Elle suit ensuite une double formation : master de recherches en histoire de l'art spécialisé en arts islamiques dans le cadre duquel elle a effectué un échange d'un an en 2013 en Espagne pour valider son mémoire et d'un master en management de projets internationaux, qui lui a permis d'effectuer un stage à l'Alliance française de Madrid et au terme duquel elle a été embauchée en contrat local en tant que coordinatrice du réseau des 21 Alliances françaises d'Espagne. Elle anime un programme culturel entre ces 21 Alliances françaises et s'occupe notamment de plusieurs expositions et projets culturels. Pendant ses années de licence, elle est guide dans un office de tourisme pour subvenir à ses dépenses.
Au sein de l'Alliance française, elle côtoie des expatriés et prend connaissance de ce milieu. Elle postule alors, via le site CIVIWEB (https://www.civiweb.com/) à un poste de VIA (volontaire international en administration[1]) d'attachée culturelle au sein du service culturel de l'Ambassade de France à Ottawa. La concurrence est rude (plus de 100 candidats par poste). Elle passe plusieurs entretiens au MEAE avec la direction des RH puis par téléphone avec la consule et la conseillère culturelle à Ottawa. Elle décroche le poste et part pour un contrat de 2 ans (elle restera un an et quatre mois).

[1] Les postes de VIA sont des postes de volontariat accessibles aux moins de 28 ans.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

L'accueil au Canada la fait changer de monde professionnel : dès le premier soir, elle est accueillie par la consule pour un diner, elle bénéficie d'une aide importante à l'installation (cf. ci-après). Le statut d'expatriée, partagé avec d'autres, crée une cohésion, une solidarité : *« on évolue avec des gens qui sont aussi isolés que vous, aussi les collègues deviennent rapidement votre famille »*. Cette proximité déclenche une dynamique de groupe particulière (qu'Émilie EMOND retrouvera en collectivité à son arrivée à Epinay-sur-Seine).

Elle apprend alors à travailler avec des interlocuteurs très différents (politiques, institutionnels, partenaires locaux, entrepreneurs, artistes, etc.) qui lui permet de développer une capacité de travail en réseau complexe qu'elle retrouvera ensuite en collectivité.

Le Canada n'est pas « un pays à risques » pour le MAE et Émilie EMOND ne bénéficie pas d'une formation spéciale mais sous l'impulsion de la Consule, elle doit s'astreindre à des procédures assez rigides. Cependant ce pays fait partie des pays où l'obtention du visa peut-être très longue car il existe une politique protectionniste en matière d'emploi assez poussée.
Et en plus de la consule, de par son activité sur le champs culturel, Émilie EMOND doit s'adapter à une double

hiérarchie, à la fois politique et culturelle/administrative, double composante que l'on retrouve également au sein d'une ville.

Ce poste est alors un moment très formateur dans sa carrière. Elle découvre le formalisme administratif et le fonctionnement très hiérarchique (fonctionnement qu'elle retrouvera en collectivité). À ce cadre, s'ajoute une attente particulière sur les « expats » par rapport aux « contrats locaux » : *« Vous êtes en poste sur une période relativement courte et bien rémunérée donc on attend énormément de vous »*. Au-delà de l'image de l'expat et de sa réputation *« un peu superficielle avec les diners de l'ambassade, etc. »*, l'exigence est importante (*« la vie c'est votre poste, toujours en déplacements »*) et la disponibilité doit être totale.

Concernant la relation avec les Canadiens, le poste lui apparait dans un premier temps, plus simple car, à la différence de son activité précédente en Espagne, elle rencontre au Canada une vraie francophilie. Toutefois, *« il ne faut pas tomber dans le piège de la francophonie, si la langue peut créer au départ cette sensation de proximité, il ne faut pas oublier que les Canadiens francophones sont avant tout des nord-américains qui parlent français, avec une francophonie et un mode de vie propre à cette partie du continent. À cela s'ajoute un contexte culturel singulier crée par le bilinguisme que nous ignorons totalement en France »*. Elle doit ainsi se départir rapidement d'a priori et d'un imaginaire que nous avons tous de ce côté de l'atlantique.

LES ENJEUX PERSONNELS

En Espagne Émilie EMOND est partie seule : elle se débrouille entièrement pour son installation, ses contacts, apprend la langue sur place etc. *« une vraie expatriation à mon sens, celle où l'on se débrouille seule de A à Z, la plus difficile mais la plus formatrice également »*. Elle souhaite s'immerger dans la culture locale. Elle choisit donc une collocation avec *« des locaux »*, notamment pour parfaire le plus rapidement possible sa pratique de l'espagnol. Avec l'expatriation au Canada, elle bénéficie de l'appui constant du consulat et d'une situation plus confortable, son assistante l'aide durant les 15 premiers jours pour l'ensemble des démarches (appartement, location de voiture, etc.).

Malgré cela, il reste difficile de tisser de réels liens. Le travail étant très prenant, les liens se tissent dans ce cadre et les relations, du fait de votre poste, sont toujours teintées d'intérêts professionnels sous-jacents. Or, *« les personnes rencontrées/vos interlocuteurs connaissent le système, ont vu déjà passé plusieurs attaché(e)s culturel(le)s et savent que vous n'êtes présente que pour quelques mois »*.

Au plan administratif, Émilie EMOND a eu un petit souci avec sa banque : en effet, en bénéficiant d'un contrat français, les indemnités de fonctions sont réglées par le MEAE et ne peuvent être réglées que sur un compte bancaire français. Il est nécessaire donc de bien se renseigner avant le départ, sur les possibilités de transferts et de retraits vers une succursale que votre banque dans le pays d'expatriation (ce n'est pas toujours le cas et cela pose alors de grosses difficultés ou peut engendrer des frais importants).

ET APRÈS ? LE RETOUR

Au retour, cela a été un peu « compliqué ».
Émilie EMOND débute par un poste de coordinatrice des relations internationales pour une école de commerce : l'ESCE, à Paris. Puis en septembre 2019, elle rejoint la ville d'Epinay-sur-Seine pour gérer les relations internationales de la ville et notamment ses 7 coopérations à l'étranger. Ses responsabilités l'amènent à se déplacer dans de nombreux pays (*« plus que je ne le pensais »*). Mais bien sûr les émoluments ne sont pas similaires…

Son embauche a été facilitée du fait des compétences développées lors de ces deux expériences : une parfaite pratique de l'anglais et de l'espagnol, des compétences en allemand, mais aussi un savoir-faire dans l'organisation de projets culturels. Mais c'est surtout sa souplesse dans le relationnel, développé au sein du Consulat français qui permet de faciliter la communication et les liens lors des rencontres de délégations avec les villes partenaires d'Epinay-sur-Seine.

SON CONSEIL

Pour Émilie EMOND, une capacité de souplesse et d'adaptation est nécessaire pour bien profiter d'une expérience d'expatriation : *« il ne faut pas partir en voulant transposer son mode de vie »*.
Il est nécessaire de partir dans un esprit de curiosité, accepter l'imprévu et lâcher prise.
Pour profiter au mieux de cette période, il est d'nécessaire d' *« apprendre autant que possible la langue du pays d'accueil car l'intégration passe selon moi nécessairement par là. Plus qu'un mode de communication, apprendre une langue c'est aussi comprendre une culture et assimiler un mode de pensée. Les langues sont par ailleurs souvent les premières compétences valorisées par les expats à leur retour lorsqu'ils recherchent un emploi »*.
Ne pas rentrer trop souvent aussi car « l'entre deux n'est jamais bon » et peut être un frein à l'immersion.

En conclusion, Émilie EMOND recommande de ne pas avoir peur d'aller vers l'inconnu, les phases les plus difficiles étant souvent l' «avant » et l' « après » départ. Le « pendant » se fait souvent bien plus naturellement qu'on ne le pense.

Un poste dans le réseau diplomatique du MAE vous amène à rencontrer de nombreuses personnes et à vous créer un réseau très hétérogène que vous retrouverez nécessairement par la suite car c'est un petit monde » : (*« le métier de diplomate a beaucoup évolué, ce n'est plus uniquement de la représentation, on nous demande d'être beaucoup plus proactifs aujourd'hui »*). C'est l'un des atouts.
Cela permet aussi de développer un certain sens de la réserve et de la discrétion du fait de la dimension politique, qui est également indispensable lorsque l'on travaille auprès d'élus en collectivité.

Enfin, une expatriation forge le caractère : en effet il vous faut souvent vous débrouiller seule, apprendre à persévérer tout en restant patient. Cela vous incite à développer votre autonomie, développer une ouverture d'esprit face à des interlocuteurs issus d'horizons différents, et vous permet de gagner en assurance.

Pour Emilie EMOND, il ne faut pas avoir d'inquiétude avant le départ et envisager l'inconnu comme du positif. Attention néanmoins, l'expatriation dans le cadre d'un contrat du MEAE ou contrat d'entreprise est très différente d'une initiative individuelle et peut souvent *« s'apparenter à une bulle dans laquelle tout est facile, un poste à responsabilité avec un niveau de vie souvent plus confortable qu'en France, le retour n'en est que plus difficile ». « Il faut bien saisir que ce n'est pas la vie normale »* : c'est une expérience à saisir en conservant du recul. Et si certains souhaitent rester sur place, attention car le passage à l'expatriation en contrat local, peut s'avérer très différente selon les pays.

Florence LOUP a 43 ans, elle est mariée et mère de 2 enfants.
Elle est aujourd'hui directrice générale des services (DGS) de la mairie de Villepreux (78 - Yvelines).
Elle est partie en expatriation en Corée du Sud en 2017-2018 dans le cadre d'une disponibilité pour convenance personnelle pour un rapprochement de conjoint.

LE PARCOURS

Florence LOUP a réussi son concours d'entrée dans la fonction publique territoriale en 1999 après un master 2 en urbanisme à Sciences Po.

Elle a commencé comme chargée de mission « habitat-politique de la ville » à la Communauté d'agglomération de Tours durant 2 ans. Elle intègre ensuite et pour 19 mois l'agglomération Caen la Mer comme chargée de mission à la direction générale - responsable des assemblées. En 2003, elle s'installe en Ile-de-France et est recrutée par la Mairie de Carrières-en-Poissy en tant que directrice des services à la population. Elle y reste 7 ans.
Elle rejoint la Mairie de Villepreux en 2010. Elle y occupe successivement les postes de DRH puis DGA ressources humaines et performances.
En août 2018, elle devient directrice générale des services à son retour d'expatriation.

LE DÉPART

Florence LOUP a eu la possibilité d'une expatriation dans le cadre d'une procédure de rapprochement de conjoint. Son mari a saisi une opportunité pour enseigner dans une université en Corée du sud dans le cadre d'un partenariat. Il part pour deux ans, elle le rejoint après 6 mois avec leurs enfants.

Florence LOUP n'a pas suivi son mari pour la totalité de sa mission d'enseignant en Corée. Sa mobilité n'a duré qu'une année. En effet, une année lui semblait la durée maximale pour ne pas perdre le lien avec son employeur : *« On sait comment on part, mais pas comment on revient »*.

Dans les faits, le retour n'a pas été si problématique car cinq jours avant le départ, le DGS d'alors, à Villepreux, annonce son départ de la commune et le maire sollicite immédiatement Florence LOUP pour le remplacer. S'en suit un dialogue délicat :

- Le maire : *« Vous ne partez pas, on a besoin de vous ! »*
- Florence LOUP *« Si, je pars »*
- Le maire *« Bon, mais alors vous organisez tout à distance pour suivre les dossiers et re-prendre le poste à votre retour... »*.

Avant de partir, elle sait qu'elle doit « border » le sujet, car il est difficile de contractualiser pour un poste qui démarrera seulement dans 12 mois. Elle prend alors un engagement moral auprès du maire : *« J'annonce que je pars un an et que je reviens* – que je ne profite pas de cette période pour chercher ailleurs ou rester sur place – *et que je m'engage à rester sur la collectivité locale jusqu'à la fin du mandat »*.
Par ailleurs, avant même la promesse du poste de DGS faite à la veille de son départ, elle s'est engagée pour ne pas laisser tomber totalement ses fonctions. Elle met alors en place un fonctionnement pour suivre les dossiers à distance avec son adjointe RH (avec des échanges très réguliers via Skype).

L'annonce de son départ a été officialisée six mois en amont, lui laissant le temps d'organiser ce suivi. Le fait de devoir élargir ce dispositif à l'ensemble des dossiers (et pas uniquement aux RH) n'a pas été trop compliqué. Au final, quand elle revient, elle n'a pas vraiment coupé les ponts avec sa collectivité. Le retour s'est fait dans de relativement bonnes conditions.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Sur place, Florence LOUP ne cherche pas vraiment à travailler.
Elle n'a pas fait de démarche en amont car elle part avec ses deux filles, certes dans la 5ème ville de Corée du Sud (Daejeon – 1,5 M habitants) mais avec une présence française très limitée dans la ville ou au sein des écoles internationales. Elle décide de « faire l'école à la maison » pour ses deux filles, avec l'appui des cours du CNED. Ce sont de très bons supports mais la famille tourne rapidement en ronds. Il leur faut, pour les enfants, développer d'autres liens car l'intérêt de cette expatriation pour ses enfants est aussi de leur faire vivre une expérience interculturelle. La plus jeune intègre finalement une école élémentaire coréenne.

LES ENJEUX PERSONNELS

Florence LOUP le précise : elle est partie dans des conditions très favorables.
Son mari est parti six mois avant elle et elle a pu passer, au cours de ces six mois, deux semaines de vacances en Corée : Pour son départ, elle a juste pris l'avion avec ses filles et deux grosses valises. Tout était prêt sur place à son arrivée.
Sur place, l'invitation par le président d'une université de 80 000 étudiants facilite aussi grandement son arrivée et son installation. Sur le campus universitaire, ils sont 250 professeurs étrangers, majoritairement australiens et américains. On lui demande alors d'assurer quelques cours de français sur une période de quelques semaines. Ce qu'elle fait.
Une des difficultés des premiers mois a été l'obstacle linguistique dans les échanges. En effet, difficile pour un an d'apprendre suffisamment bien le coréen pour dépasser les échanges courants. Florence LOUP en tire une réelle frustration de ne pas pouvoir entrer dans des discussions de fond sur le système politique local, la vie des coréens, etc. Par contre, le fait d'être de nationalité française (et non pas américaine) rend, lui semble-t-il, les relations plus chaleureuses. Elle se rend compte alors de l'image positive de la France à l'étranger.

Après quelques mois, elle a réussi à rencontrer plusieurs coréennes et coréens avec un bon niveau d'anglais permettant alors de riches discussions.

Sur le plan administratif, la situation est assez claire :
- La demande de disponibilité pour rapprochement de conjoint ne pose pas de difficulté ;
- Pour bénéficier des cours du CNED, une fois obtenu l'accord du conseiller culturel français, tout se passe en ligne, la démarche est assez simple ;

Sur le plan fiscal, Florence LOUP s'est appuyée sur les services des impôts spécialisés pour les expatriés. Elle y a trouvé une écoute et de bons conseils d'autant que son expatriation, callée sur l'année scolaire, courait de fait sur deux années fiscales, alors que son conjoint était parti pour deux années.

Au niveau sanitaire, tout s'est bien déroulé mais Florence LOUP est consciente qu'en cas de gros souci médical, cela peut devenir très compliqué notamment du fait de la barrière de la langue.

ET APRÈS ? AU RETOUR DANS LA COLLECTIVITÉ

Professionnellement, Florence LOUP a observé en Corée du Sud de nombreuses pratiques très différentes de ce qu'elle avait vécu en France, notamment dans le fonctionnement de l'espace public. Elle s'en sert aujourd'hui pour animer ses réunions ou susciter des réflexions avec ses collègues en mairie. *« Sans reprendre ou copier les pratiques, voir autre chose permet de prendre du recul. Si ailleurs, d'autres y arrivent différemment, on peut donc fonctionner d'une autre manière ».*

Par exemple trois démarches l'ont particulièrement interpellée en Corée du Sud, au regard des pratiques locales en France :
- Pour les écoles, les cours d'écoles sont des espaces publics ouverts sur la ville. Aucune grille ne sépare la cour d'école de la rue : juste une petite haie ou une simple barrière. Ainsi, durant la journée, les enfants restent à l'intérieur - aucun intrus adulte ne pénètre dans l'espace réservé - mais le soir, ces espaces sont utilisés par les habitants du quartier ;
- Toujours dans les écoles, Florence LOUP a remarqué que les Coréens (adultes comme enfants) se déchaussent avant d'entrer dans les bâtiments. C'est une pratique qui aujourd'hui commence à faire son chemin dans certaines écoles, notamment maternelles ;
- L'autre point qui a interpellé Florence LOUP : lors des élections, la possibilité donner aux électeurs, grâce à la mise en place d'un répertoire électronique, de voter dans n'importe quel bureau de vote. Et pour favoriser la participation des bureaux de vote sont également installés dans les gares, aéroports, etc...

SON CONSEIL

Aujourd'hui en poste à Villepreux, Florence LOUP encourage la mobilité professionnelle des agents. Mais elle reconnait que c'est une aventure pour nombre d'agents et que cela peut être difficile.
Pourtant, les personnes qui osent la mobilité se rendent compte que ce n'est pas si compliqué et que cela est très enrichissant. Mais seuls ceux qui ont un bagage suffisamment solide peuvent prendre certains risques (notamment pour retrouver un poste au retour), ce qui n'est pas forcément évident pour tous.
Une piste serait de mettre en place des systèmes d'échanges et de partenariat pour « donner envie », par exemple entre collectivités jumelées.

Au plan personnel, si elle devait repartir, Florence LOUP ferait en sorte d'avoir une activité professionnelle sur place. Par ailleurs, elle conseille, en amont, de bien discuter en famille, de ce qui va être vécu. « *Il faut que cela soit un projet familial discuté et préparé. Il faut que cela soit accepté par tous les membres de la famille* ».

PORTRAIT #4

YANN LAPOIRE

YANN LAPOIRE

Yann LAPOIRE a 39 ans, il est marié et père de 2 jeunes enfants.
Il est actuellement expatrié au Mexique, en tant que directeur de l'Alliance française de Querétaro.

LE PARCOURS

Yann LAPOIRE est attaché territorial depuis 2007.
Il a d'abord vécu une première expérience d'expatriation dans un centre culturel de N'Djamena au Tchad en tant que VSI (volontaire de solidarité internationale) en 2005-2006, après avoir obtenu son master 2 « responsable de projet culturel » à l'Université de Rouen.

À son retour, il rejoint la ville de Guyancourt où il officie en tant que responsable de l'action culturelle durant près de six années, de 2007 à 2013.

En 2012-2013, il postule sur le site *Transparence* du Ministère des affaires étrangères. Son expérience au Tchad attire l'attention. Il passe un entretien mais n'est pas retenu.

Il intègre alors la Région Basse-Normandie en tant que chargé des arts plastiques. Il est maintenu sur le même poste lors la fusion des deux régions normandes et la création de la Région Normandie.

En 2017, Yann LAPOIRE rejoint le Mexique comme directeur de l'Alliance française de Querétaro pour un premier contrat de 2 ans, renouvelé pour 2 ans en 2019.

LE DÉPART

Yann LAPOIRE est parti dans le cadre d'un premier détachement de deux ans. Pour son renouvellement, celui-ci a été proposé par le MEAE au bout de 18 mois (6 mois avant la fin de son contrat) ce qui lui a permis de demander le renouvellement de son détachement. Celui-ci lui est accordé d'office.

Pour son départ de la Région Normandie, il n'a rencontré aucune difficulté majeure. Une fois reçu l'accord du MEAE, il a d'abord informé officieusement sa hiérarchie avant d'envoyer une demande officielle. La procédure administrative n'a posé aucune difficulté.
Il n'a pas eu d'échange très important avec sa collectivité vis-à-vis de cette expérience mais reconnais que ses N+1 ont vu dans cette mission une certaine reconnaissance des cadres de la collectivité. Il a d'ailleurs gardé des liens assez forts avec sa collectivité, notamment sur le volet des relations internationales. En effet, en 2016, la Région Normandie a élaboré une politique internationale très volontariste notamment avec la mise en place du dispositif « Normands autour du Monde » - https://www.normandsautourdumonde.fr/- . Par fidélité à sa collectivité, il s'est inscrit dans ce réseau et a joué la carte du marketing territorial. Ce lien avec sa collectivité d'origine est un atout pour cette dernière (dans le cadre de la stratégie internationale) mais aussi pour sa structure au Mexique, à qui il ouvre un réseau français.

Concernant son départ avec le MEAE, Yann LAPOIRE reconnait une procédure très administrative et longue mais sans réelle difficulté. Il a été accompagné par un interlocuteur spécifique avant son départ puis par l'Ambassade de France à son arrivée.

Toutefois, à Querétaro, il a du tout gérer seul. Pour éviter toute précipitation, il a loué avec sa famille un logement sur Airbnb durant deux mois. Il est arrivé sans grand déménagement avec uniquement huit valises pour l'ensemble de la famille.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Le poste de directeur d'une alliance française, à Querétaro est assez étendu : en tant que responsable du projet d'établissement, l'activité est axée autour des cours de FLE (Français Langue étran-gère) et d'une mission de diffusion de la culture française.
Yann LAPOIRE anime une équipe de 40 personnes (dix administratifs et une trentaine de professeurs de français) réparti sur trois sites, avec 800 apprenants et une centaine d'événements par an. Basé en province (à 200 kms de Mexico), cela requiert une vraie capacité de leadership, ayant une forte autonomie dans son activité.

À son arrivée, il se sent un peu « hors sol ». Il a suivi l'ensemble des indications du MEAE (Mutuelle des Affaires étrangères – chère mais efficace-, transfert des dossiers, etc.), mais sur place il découvre la lourdeur des procédures administratives, du « tampon », etc.
Pour les remboursements, les délais sont très importants, nécessitant des envois par courrier en France par la valise diplomatique, etc. Même s'il recourt à des soins privés pour aller plus vite, il reconnait de ne pas faire ses demandes de remboursement systématiquement.

En termes de prise de poste, il a observé pendant trois mois le fonctionnement. Il s'est appuyé sur le projet d'établissement existant dans un premier temps. La posture adéquate est alors de respecter l'équipe locale qui est dans la place depuis de nombreuses années (et sera encore là quand il partira). Il faut éviter d'arrivée avec de grandes idées...

LES ENJEUX PERSONNELS

Son expérience de 2006 lui avait donné envie de repartir.
Depuis 2012 il est donc en veille sur le site *Transparence*, même s'il ne postule pas chaque année.
Après 4 ½ ans en poste en région, il lui a semblé que c'était le bon moment : familialement, ses enfants étaient encore en bas âge (2 et 4 ans) et professionnellement le poste de responsable d'une Alliance française alliait pédagogie et culture... ce qui lui convenait bien.

La rémunération dans le cadre du réseau du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères est qualifiée de « confortable ». Yann LAPOIRE reconnait pouvoir épargner un peu mais rappelle qu'il y a des frais à prendre directement en charge. Tout dépend ensuite du projet familial et du désir de plus ou moins découvrir la vie locale.
Sur place, le projet personnel et familial de la famille LAPOIRE est de pouvoir vivre avec les Mexicains, de partager avec eux des rencontres. Le couple a donc choisi de ne pas vivre dans une « Privada », une résidence privée et sécurisée qui induirait un coût important. La famille vit dans une maison individuelle en ville (il n'y a pas trop de souci de sécurité à Querétaro) et a choisi une scolarité privée pour ses enfants en les inscrivant dans une école Montessori (réseau très développé sur place) pour 600 €/mois.

La ville de Querétaro est une ville de deux millions d'habitants, avec une population assez aisée. Yann LAPOIRE reconnait une insertion assez simple. Il lui a semblé ne pas être face à un important fossé culturel et financier (situation très différente de sa première expatriation au Tchad).
Par ailleurs, il a pu s'adosser à une communauté française dynamique d'environ 2000 ressortissants même s'il n'a pas trop privilégié ces relations. Il s'est rapidement constitué un réseau social mexicain, profitant par ailleurs du caractèrere très accueillant et francophile des Mexicains.

Lors des expatriations familiales, la possibilité de travailler est une question délicate pour le ou la conjoint(e). La femme de Yann LAPOIRE est artiste indépendante. Elle a donc profité de son autonomie d'une part pour s'occuper de l'installation familiale dans les premiers mois (prendre la direction d'une Alliance vous occupe douze heures/jour dès le premier jour de la prise de fonction), puis elle a choisi de suivre une formation à distance.

ET APRÈS ?

Le contrat avec le MEAE est un contrat de deux ans renouvelable. Yann LAPOIRE a déjà bénéficié d'un renouvellement en 2019. Il a la possibilité de postuler sur un autre poste dans le réseau culturel et diplomatique français : il ne pense pas que le fait d'être déjà dans un poste du réseau facilite un nouveau contrat. En effet, cela peut dépendre de nombreux facteurs : le contexte, la concurrence des autres postulants, etc.

SON CONSEIL

Yann LAPOIRE est très heureux de la richesse de son expérience. Conscient de ce moment privilégié, avec son épouse, ils réinventent constamment leur quotidien avec une curiosité décuplée et une forte envie de découvertes. Sur place, les weekends sont l'occasion de faire de longs trajets pour découvrir le pays et par envie de voir quelque chose de nouveau. « *En France, on ne fait pas un Rouen-Marseille dans le week-end. Ici, si car on cherche constamment à découvrir, rencontrer, voir quelque chose de nouveau.* ». Pour lui, le partage d'expériences particulières renforce la cellule familiale.

Sur le plan professionnel, et plus particulièrement en matière de gestion du personnel notamment, Yann LAPOIRE reconnait avoir acquis une grande capacité d'adaptation et d'innovation du fait du contexte interculturel auquel il est confronté.
En tant qu'agent territorial, il lui semble que sa culture professionnelle est appréciée par l'Ambassade. Il possède les codes nécessaires (hiérarchie, notes, etc.).

En termes de conseils, s'il recommande de s'inscrire dans les groupes « français » des réseaux sociaux pour se renseigner, s'informer, ... il faut comprendre que cela est fait pour se rassurer en premier lieu mais que cela reste très incomplet et qu'on est toujours confronté à de l'inattendu. Il lui semble d'ailleurs important de partir en acceptant le principe d'une période de trois à quatre mois de « callage ». Par ailleurs, Yann LAPOIRE est parti en privilégiant la sécurité de la cellule familiale. Ainsi, ils ont commencé par une location pour deux mois pour choisir la maison qui leur conviendrait pour les quatre années suivantes. Il ne s'est pas précipité pour l'acquisition d'un véhicule qu'il a acheté finalement au bout de trois ou quatre mois seulement. Comme beaucoup d'expatriés, Yann LAPOIRE conseille d'anticiper, de préparer ce qui peut l'être... tout en acceptant l'incertitude et les aléas de l'imprévu. Pour cela, il faut prioriser ce qui est important.

PORTRAIT #5

MICKAËL DEPOIX

MICKAËL DEPOIX

Mickaël DEPOIX a 42 ans, et vit en couple. Il a pris une première disponibilité en 2009 pour réaliser un tour du monde puis il est reparti en expatriation au Pérou pour une période de dix mois dans une ONG à Arequipa. En 2020, il projette de partir en expatriation en Colombie. Son projet a été retardé par la crise liée au COVID 19.

LE PARCOURS

Suite à une maîtrise en administration économique et sociale et à un DESS « Conseil aux collectivités territoriales en matière de politique de développement et de politique de l'environnement », il réussit le concours d'attaché territorial en 2003.

Il intègre la ville d'Épernay (51 – Marne) dès 2002. Guidé par l'objectif de lutte contre les inégalités et conscient du rôle prépondérant des collectivités territoriales dans ce domaine, il débute sa carrière comme agent de Développement local avant de devenir responsable du pôle Territoires et médiation au sein d'une direction portant les dispositifs de politique de la ville.

Son intérêt pour les concepts de justice sociale et de justice spatiale l'a également amené à développer différents projets à l'international par le biais d'organisations non gouvernementales.

> Au Burkina Faso, en tant que responsable associatif bénévole, il met en place des actions de coopération décentralisée avec l'association Épernay Jumelages en lien avec des partenaires associatifs et institutionnels de la ville jumelle, Fada N'Gourma (Région de l'Est). Ces projets portaient sur les thématiques éducation, nutrition, capacitation des acteurs… et visaient plus particulièrement l'enfance et la jeunesse.

En 2009, Mickaël DEPOIX prend une première disponibilité pour effectuer un tour du monde.

> Lors de ses différents voyages à travers le monde, il cherche à participer à des actions de solidarité. Il a notamment été volontaire dans un orphelinat au Népal durant deux séjours. *Cette expérience* très instructive l'amène à mieux comprendre la réalité de certaines actions de solidarité. Il perd un certain angélisme et surtout l'incite à réfléchir à cette question simple mais aux réponses multiples : « *Comment aider ?* » Cette question, il se la pose la première fois en parcourant l'Inde du nord quelques jours avant d'arriver au Népal et elle prend tout son sens dans cet orphelinat où il saisit que les « bons sentiments » et/ou l'envie de faire quelque chose ne suffisaient pas. En effet, comme pour toute activité, tout projet, les conditions de réussite sont à chercher dans la préparation et la réflexion.

Puis c'est surtout avec l'Amérique latine qu'il tisse une relation forte :

> *« Les expériences menées au Népal ou au Burkina Faso m'ont amené à formaliser ce projet d'expatriation dans la solidarité internationale. Durant certains de ces voyages, j'ai eu l'occasion de vivre une relation particulière avec l'Amérique latine, partie du monde qui ne devait être qu'un lieu de passage de mon tour du monde, par méconnaissance et a priori, et dont j'ai appris à aimer la culture et les modes de vie. Ce lien je l'ai également développé en reprenant des études en parallèle de mon poste à l'Institut des Hautes études de l'Amérique latine. »*

En 2016, après avoir obtenu un master 1 d'études latino-américaines à l'Institut des Hautes études de l'Amérique latine, Mickaël DEPOIX sollicite une nouvelle disponibilité. Il choisit de passer une année au Pérou afin de diriger une ONG intervenant dans le domaine éducatif. Il peut ainsi travailler avec le personnel péruvien et des volontaires venant de différents pays dans un quartier défavorisé de la deuxième plus grande ville du pays. Il y a notamment réalisé un projet d'implantation d'une bibliothèque « El Principito » en lien avec les autorités locales.

LE DÉPART

Décider de partir, c'est aussi prendre un risque, en abandonnant la situation qu'on peut avoir pour en chercher une autre. Mickaël DEPOIX quitte son poste à Épernay sans savoir quelle activité il va pratiquer sur place. Il choisit le Pérou pour différentes raisons : l'intérêt pour le pays lui-même (sa short-list comprenait : l'Équateur, la Colombie et le Pérou), le contexte économique et social et la possibilité d'y avoir un logement pour débuter ses recherches.

En arrivant sur place, Mickaël DEPOIX cherche à se faire un réseau et prend contact avec les services de l'Ambassade de France. Cela n'a pas été très concluant contrairement à son expérience au Burkina Faso. Mais il trouve une liste des ONG françaises intervenant au Pérou. Il s'intéresse à leurs activités et, en fonction de ces dernières, propose une collaboration.

> *« J'ai tout d'abord eu une première proposition pour un poste en VSI (volontariat de solidarité internationale) dans une ONG intervenant dans le nord du pays. Un poste en VSI était vraiment très intéressant, surtout au vu de la rémunération proposée, mais les activités à visée plutôt commerciales ne correspondaient pas tout à fait à mes recherches. J'ai alors pris quelques jours de réflexion avant de rendre une réponse. »*

À la même période, il reçoit un mail d'une autre ONG basée à Arequipa ; ville où il devait se rendre la semaine suivante.

> *« Nous avons alors pris rendez-vous pour échanger sur les activités de la structure. Durant cette visite, j'ai appris qu'une mission se libérait ; mission sur laquelle j'ai proposé ma collaboration car elle était plus en rapport avec mon projet que l'autre. »*

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Mickaël DEPOIX débute alors une collaboration avec l'ONG Rayo de Sol. Celle-ci propose des activités éducatives (jardin d'enfants, aide aux devoirs, etc.) aux enfants de quartiers défavorisés dans les hauteurs d'Arequipa. Toute la structure était financée grâce aux bénéfices d'une boulangerie française créée dans les locaux même de la structure et disposant d'une cafeteria dans le centre-ville d'Arequipa. La mission consiste à gérer l'équipe de volontaires et coordonner les activités de la boulangerie et de la cafeteria en lien avec la coordinatrice des activités scolaires.
Le poste étant sous statut de « volontaire », la structure avait connu une instabilité très importante qui s'ajoutait parfois à une certaine inexpérience des volontaires dans la gestion de projet et l'environnement de travail.
Au bout de quelques semaines de fonctionnement, et après en avoir discuté avec la coordinatrice, Mickaël DEPOIX sollicite un rendez-vous avec la présidente de l'association afin de lui montrer les inconvénients de ce fonctionnement notamment sur les prises de décision et le management des équipes.

« La présidente a alors décidé de me nommer directeur, ce qui était plus ou moins la fonction que j'avais commencé à occuper au sein de l'organisation. La stabilité et les compétences que j'apportais ont été un atout dans mon recrutement. Il m'a fallu bien sûr m'adapter à ce nouveau contexte de travail, notamment pour la partie éducative car je ne connaissais pas l'environnement péruvien et tous les échanges se déroulaient en espagnol. »

LES ENJEUX PERSONNELS

Mickaël DEPOIX découvre alors les modalités souvent fréquentes au sein d'une ONG :
« J'habitais dans l'enceinte même de l'association, là où se déroulaient également les activités éducatives et la boulangerie, ce qui fait qu'il m'a fallu gérer le fait de travailler et d'habiter au même endroit, c'est à dire d'être dans un contexte de travail 24 heures sur 24. »

ET APRÈS ?

À Épernay, Mickaël DEPOIX n'est pas remplacé durant la première partie de sa disponibilité péruvienne, ses missions étant redéployées au sein de l'équipe. Mais suite à un autre départ au sein de l'équipe, une personne est recrutée pour reprendre une grande partie de ses missions.

La durée totale de sa disponibilité a été de 18 mois, durant lesquels Mickaël DEPOIX est en contact plus ou moins régulier avec sa collectivité. *« Trois mois avant mon retour, j'ai sollicité ma réintégration et ai été convoqué à un entretien ».*

Durant ces expériences à l'étranger, il développe de multiples capacités et enrichie son bagage professionnel. En effet, il a appris à passer du temps pour connaître l'autre, les différents interlocuteurs et partenaires des projets : *« on passe trop vite là-dessus en France, mon style de management a été renforcé ».* La capacité de gestion interculturelle et d'adaptation est aussi un réel atout (*« ne pas être que sur ses acquis »*), même si pour sa hiérarchie, il reste un « voyageur ». Sa DGA avait suivi son parcours au Pérou et comme il y avait un besoin et une envie de développer une nouvelle politique jeunesse à Épernay, à son retour, *« on m'a proposé un nouveau poste : celui de directeur jeunesse et animation ».*
Ces expériences sont aujourd'hui un atout dans la réalisation de ses missions ici en France sur son poste actuel de directeur jeunesse et animation.

Ces différentes missions en ONG ont permis à Mickaël DEPOIX de développer ses compétences en matière d'ingénierie de projet, de partenariat et de management d'équipes qu'il est en train de faire reconnaître via une VAE de coordonnateur de projet de solidarité internationale et locale à l'IFAID Aquitaine. Pourquoi cette VAE ? : *« avec mon parcours d'attaché territorial, je ne suis pas forcément crédible pour une ONG ».* Il souhaite faire reconnaitre ce parcours dans le cadre de son nouveau projet de départ.

En effet, sur les dix ans de disponibilité autorisés dans le cadre de son statut, il n'a utilisé que 2 ½ ans. Mickaël DEPOIX projette de repartir. Sa demande a été validée mais la crise du COVID 19 l'a bloqué en France. Il a pu retarder le début de sa disponibilité avec sa collectivité et attend une nouvelle possibilité de départ. Il prévoit de décoller pour la Colombie avec sa compagne (colombienne).

SON CONSEIL

Mickaël DEPOIX est parti deux fois, d'une durée oscillant entre 12 et 18 mois à chaque fois.
Pour se préparer, il lit beaucoup, et essentiellement des livres qui traitent du pays visé. Pour l'Inde et le Népal, il dévore Shantaram de Gregory David Roberts. Pour l'Amérique latine, il conseille Luis Sepulveda (écrivant chilien).
Autre point essentiel : les assurances : *« J'ai eu des situations « galère » et on peut rapidement se retrouver en difficulté ».*

Mais pour Mickaël DEPOIX, c'est le retour qui peut être difficile, en termes de réadaptation (notamment après son tour du monde). Pour la seconde disponibilité, il a vraiment préparé ce retour. Pour lui *« le retour se prépare avant de partir ».*

PORTRAIT #6

LAETITIA SUCHECKI

LAETITIA SUCHECKI

Laetitia SUCHECKI a 40 ans. Elle vit en Amérique latine depuis mi-2016. Elle réside actuellement en Argentine où elle est coordinatrice du programme d'intégration des personnes sous protection internationale dans le centre et nord du pays pour l'ONG ADRA Argentine.

LE PARCOURS

Après un magistère (équivalence master II) obtenu à la Sorbonne en relations internationales et action à l'étranger, Laetitia SUCHECKI entre à la mairie de Montreuil comme chargée de mission relations internationales en 2005. Elle gère alors des projets en lien avec le Mali, la Chine et le Vietnam, et des actions locales d'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale.

En 2009, elle obtient son concours d'attachée territoriale et change de municipalité. Elle rejoint la ville de Fontenay-sous-Bois (93) en tant que responsable des relations internationales.

Depuis son stage de fin d'étude au Pérou (2004), elle souhaite repartir. Elle prend une première disponibilité en 2013 pour un tour d'Amérique latine. Elle commence par 7 mois de disponibilité qu'elle prolonge de 5 mois supplémentaires.

Elle revient à Fontenay-sous-Bois mais l'appel de l'Amérique latine est plus fort. En 2016, elle postule dans un premier temps sur le site *Transparence* du MEAE pour entrer dans le réseau des Affaires étrangères. Même si elle obtient un entretien, celui-ci est pour un autre poste que celui auquel elle candidate et elle n'est pas retenue. Elle est sceptique face au faible retour du MEAE. Elle demande finalement une nouvelle disponibilité à sa collectivité d'un an et repart, seule, à l'aventure.

LE DÉPART

En mars 2016 Laetitia SUCHECKI quitte la mairie de Fontenay-sous-Bois pour la Colombie : « *Je ne savais pas trop où j'allais. Je voulais continuer à travailler dans la coopération internationale, mais cette fois dans le domaine des droits humains civils et politiques. Je suis partie en naviguant à vue* ».
Elle est alors en lien avec quelques organisations et notamment elle était présélectionnée par les *Peace Brigades International* (PBI) qu'elle rejoint en juin 2016.
Elle effectue pour cette ONG différentes missions de volontariat, essentiellement en Colombie en tant qu'observatrice et accompagnatrice internationales pour les droits humains :

- Accompagnement protecteur et observation internationale sur le terrain des organisations colombiennes de défense des droits humains menacées par la violence politique (ONG, communautés locales, collectifs d'avocats, etc.), mise en œuvre d'outils de protection physique et émotionnelle, dialogue préventif avec les autorités civiles et militaires colombiennes.
- Réalisation d'analyses de protection des organisations accompagnées, d'études de risques et de contexte sécuritaire aux niveaux régional et national,
- Suivi du plaidoyer Post-accords de paix et situation de sécurité des organisations colombiennes : réunions avec les autorités civiles, militaires, diplomatiques et des ONG colombiennes et étrangères,
- Suivi des RH, des plannings, de la formation initiale et continue de l'équipe PBI Bogota

Cette expérience de 20 mois en Colombie lui permet de se doter une solide connaissance du milieu des ONG localement.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Laetitia SUCHECKI s'installe finalement en Argentine à Cordoba au début de l'année 2018, d'où elle enchaine les missions de consultante (notamment en *Fundraising* pour PBI mais aussi d'autres organisations), de professeur de Français à l'Alliance française, etc. Cela reste de courtes missions avec des revenus très limités. Mais s'installer en freelance est difficile en Argentine. En effet, les trois mois du visa touristique sont trop courts pour obtenir un visa de travail sur place (visa qui requiert une promesse d'embauche préalable des entreprises et implique de nombreuse contraintes administratives préalable à l'embauche de personnes étrangères). Laetitia SUCHECKI va donc s'inscrire comme étudiante à l'Université pour suivre un 3ème cycle en Production et analyse d'informations pour les politiques publiques qui lui permet d'obtenir un visa « étudiant » et lui laisse le temps de travailler. En 2019, elle se marie à son compagnon argentin, ce qui lui permet d'obtenir un visa pour vie familiale.

En Argentine, qui traverse depuis 2016 une importante crise économique, Laetitia SUCHECKI va mettre 18 mois pour trouver un réel emploi stable. En septembre 2019, elle est embauchée pour une mission au sein de l'ONG ADRA Argentine comme coordinatrice du Centre d'appui pour les réfugiés, à La Quiaca. Elle assume les missions suivantes : *Administration générale du Centre d'appui (suivi administratif et budgétaire) - Représentation et articulation auprès des partenaires externes - Évaluation des besoins d'assistance via la réalisation d'entretiens individuels - Distribution de l'assistance humanitaire à destination des populations bénéficiaires.*

Et en avril 2020, au déclenchement de la crise du Covid19, Laetitia SUCHECKI est nommé coordinatrice du Programme d'intégration des personnes sous protection internationale dans les régions Centre et Nord du pays par l'ONG ADRA

https://fr.wikipedia.org/wiki/Agence_adventiste_du_d%C3%A9veloppement_et_de_l%27aide_humanitaire

LES RELATIONS AVEC LA COLLECTIVITÉ EN FRANCE

Dès 2016, Laetitia SUCHECKI présente sa démarche et son engagement au Maire de Fontenay-aux-Roses. Depuis, à chaque retour en France (pour rendre visite à sa famille), elle rencontre le Maire pour le tenir informé de son parcours et échanger avec lui sur la situation vécue en Amérique latine. Par ailleurs, son engagement dans les Brigades Internationales de la Paix résonne avec les orientations de la municipalité de Fontenay-sous-Bois (FDG) et suscite un certain intérêt. Elle considère son parcours en Amérique latine comme une continuation de ses missions antérieures dans le domaine de la coopération internationale (coopération décentralisée).

Partant à l'aventure (sans poste), elle demande alors une disponibilité pour une durée d'un an seulement : « *Je renouvelle depuis, chaque année, ma disponibilité pour ne pas me mettre la pression* ». En effet, au vu des difficultés d'obtenir un emploi en Amérique latine, elle garde la possibilité de réintégrer sa collectivité chaque année.

Mais cela n'est jamais très simple, quand on habite si loin. En effet, pour respecter les trois mois de délai à chaque nouvelle demande de renouvellement, il est nécessaire de jongler avec les difficultés de la poste, etc. Laetitia SUCHECKI a réussi à négocier avec sa collectivité la possibilité d'envoyer un mél avec document signé et scanné pour les délais puis d'envoyer par courrier l'ensemble des originaux. Mais elle doit inscrire sur son agenda électronique un rappel, d'année en année, pour ne pas avoir un souci dans le calendrier de demande.

LES ENJEUX PERSONNELS

Laetitia SUCHECKI a eu des difficultés pour réussir à se faire reconnaitre, professionnellement en Amérique latine. Certes, le diplôme européen, et notamment un diplôme français, a une réputation de bonne qualité et induit un a priori favorable. Mais il reste difficile de faire comprendre son parcours. Elle ne traduit pas « attachée territoriale » sur son CV mais essaye de mettre en avant ses fonctions et le fonctionnement d'une autorité locale. En effet, le modèle français de fonction publique territoriale n'existe pas en Argentine et elle doit trouver d'autres moyens de mettre en avant ses compétences.

Et si la communauté française est très dynamique à Bogota, à Cordoba, c'est plus délicat. En effet, malgré le peu de français, la concurrence est rude.
Donc on partagera facilement l'information (notamment par les réseaux de l'Alliance française - https://www.facebook.com/AlianzaFrancesaCordoba/) pour les bonnes adresses où trouver du fromage mais rarement des tuyaux professionnels.

ET APRÈS ?

Laetitia SUCHECKI n'est pas encore revenue en France à ce jour (même si à la date de rédaction de ce portrait, elle est bloquée en région Picardie du fait du confinement lié au COVID 19). Mais elle pense à ce retour qu'il est nécessaire. En effet, au regard des nouveaux textes concernant la période de disponibilité, il lui faudra réintégrer sa collectivité au bout de 5 années de disponibilité. Mais surtout, c'est au plan familial que l'éloignement devient un peu difficile.

Professionnellement, Laetitia SUCHECKI est partie de sa collectivité en 2016. La Mairie a recruté quelques mois après une nouvelle personne pour le poste de responsable des relations internationales. Laetitia SUCHECKI sera donc réembauchée dans un autre service si elle rejoint sa collectivité, situation avec laquelle elle est en total accord. Pour éviter de perdre toute son ancienneté (sa carrière de territoriale est entre parenthèses) Laetitia SUCHECKI souhaiterait faire reconnaitre par une VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) les différentes missions qu'elle a effectuées au cours de sa période de disponibilité. Mais la possibilité reste encore un peu obscure avec le nouveau décret, particulièrement pour les expériences réalisées à l'étranger (https://www.fonction-publique.gouv.fr/la-validation-des-acquis-de-lexperience-vae).

Mais c'est sur le plan administratif qu'elle a le plus d'inquiétude pour son retour en France : pour rouvrir ses droits à la sécurité sociale, pour être identifiée par l'administration. Si elle reconnait qu'en Argentine c'est parfois compliqué, il y a toujours une possibilité de trouver une solution et *« à titre exceptionnel… »*. En France, elle garde une impression de trop forte rigidité : *« quand c'est bloqué, c'est bloqué »*.

SON CONSEIL

Les principales qualités à avoir pour réussir son expatriation, d'après Laetitia SUCHECKI, sont la flexibilité, l'adaptabilité et l'humilité. En effet, on ne retrouve pas du tout le même rythme, le même rapport au travail et la notion du temps est appréhendée de manière très différente. Mieux vaut alors éviter d'arriver avec des préjugés tels que *« Je viens de France ou d'Europe, donc je connais ». « On nous perçoit en Argentine comme venant du « 1er monde » mais on n'est pas infaillible et nous n'avons pas une connaissance innée du contexte local »*. D'autant que les rapports hiérarchiques sont très différents. Ils dépendent de l'organisation, de l'expérience, de contacts personnels antérieurs, etc. Mais au-delà de ces points qui sont à la base de l'expatriation et de la rencontre de l'autre, des rencontres interculturelles, Laetitia SUCHECKI recommande de bien préparer l'administratif avant de partir, tant pour le lien avec l'administration française qu'au plan local.
Partir comme elle « à l'aventure » est passionnant mais l'économie locale n'est souvent pas si simple à intégrer et il faut tout de même peser le pour et le contre avant de sauter le pas. Pour réussir sur ces créneaux, elle suggère d'éviter les capitales où se concentrent la majorité des personnes diplômées. Et surtout, garder le lien avec son employeur en France : une carte de vœux, un échange régulier (tous les 6 mois) avec le service des ressources humaines et quelques collègues d'autres services pour savoir comment évolue la collectivité et partager également son expérience à l'étranger.

PORTRAIT #7

GAUTIER ROUHET

GAUTIER ROUHET

Gautier ROUHET a 40 ans. Il est marié et a deux enfants (en classe primaire). La coopération internationale est un fil rouge de son parcours professionnel. Il est aujourd'hui directeur adjoint du développement chez SYTRAL, à Lyon.

LE PARCOURS

Gautier ROUHET est ingénieur « génie civil et urbanisme », diplômé de l'INSA de Lyon (Institut national des sciences appliquées). Au cours de sa formation, il part en échange *Erasmus* au sein de l'École des ponts et chaussées de l'Université polytechnique de Catalogne. Il rejoint par la suite l'ONG « Ingénieurs sans frontières - Catalogne » et réalise une mission à Yaoundé au Cameroun sur la création d'un système d'informations géographiques (SIG) pour la ville.

Une fois son diplôme obtenu, il part en 2003 à Manille, aux Philippines pour Véolia en tant que VIE (Volontariat International en entreprise) pour 12 mois. Il y réalise plusieurs études de modélisation hydraulique et appuie la mise en place d'un SIG du réseau d'eau potable et d'assainissement de Pudong (Shanghai, Chine).

À son retour en 2004, il intègre l'agglomération du Grand Lyon, d'abord comme contractuel en tant que chef de projet au sein du service Espace public. Puis en 2005, Gautier ROUHET réussit le concours et devient ingénieur territorial. Il rejoint le service de l'urbanisme opérationnel en tant que chef de projet. Il assure alors le pilotage de projets d'aménagement urbain de type ZAC – zone d'aménagement concertée - de projets de requalification de voirie (maîtrise d'ouvrage) ou de projets d'amélioration de l'habitat (maîtrise d'ouvrage). Parallèlement, il garde un pied dans l'international en tant que bénévole puis président de l'ONG Villes en Transition qui met en place des projets de développement social et urbain au Vietnam, en Roumanie et à Cuba.

En 2009, il part en détachement à l'agence d'Urbanisme de Lyon sur un poste de chargé de missions internationales, que l'Agence réalise soit dans le cadre de la coopération décentralisée de Lyon, soit en tant qu'opérateur de projet. C'est alors une période faste de la coopération décentralisée lyonnaise et il participe à de multiples missions : études et assistance à maîtrise d'ouvrage en planification urbaine et planification des transports urbains à Rabat (Maroc), Alep (Syrie), Ouagadougou (Burkina Faso), Addis Abeba (Éthiopie), Curitiba (Brésil), Ho Chio Minh Ville et Can Tho (Vietnam). Il reste à ce poste presque 4 années complètes.

En 2012, sa femme, néerlandaise, saisit une opportunité professionnelle pour partir à Copenhague (Danemark). Gautier ROUHET sollicite alors une demande de disponibilité pour rapprochement de conjoint. Il trouve en 2013 un poste au sein de la représentation danoise de l'entreprise française SYSTRA et participe notamment au projet de tramway d'Odense. Il y restera jusqu'en 2017.
Il n'y a pas encore de limite de 5 années en continu pour la durée des disponibilités.

Au cours de cette période danoise, il se rapproche de l'UNOPS : c'est une agence des Nations Unies, basée à Copenhague, qui réalise des programmes pour le compte de différentes organisations des Nations Unies, de bailleurs internationaux, voire directement auprès des gouvernements nationaux et locaux dans le monde entier. Il est inscrit aux alertes et passe même une sélection pour un vivier de chefs de projet.
En 2017, son projet au sein de SYSTRA se termine, et il saute le pas : il est recruté par l'UNOPS pour une mission d'assistance technique à Curaçao, dans les Antilles néerlandaises.
Les enfants sont encore petits et sa femme néerlandaise pourra trouver des repères sur cette destination : ils partent pour une mission de 18 mois de novembre 2017 à mai 2019.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

La mission pour l'UNOPS est très intéressante. Le fonctionnement de l'organisation est très professionnel, très rigoureux : cela fonctionne comme un bureau d'études international, très à cheval sur les coûts car l'UNOPS se finance sur les projets qu'elle réalise, sans recevoir aucune subvention de fonctionnement.

Professionnellement, notamment à l'UNOPS, mais aussi au Danemark, Gautier ROUHET pratique un mode d'organisation du travail *« très à plat »*, avec une hiérarchie fluide. Dans le discours, il est face à des directeurs *« qui se mettent à votre niveau »*, et qui sont très accessibles. C'est pour lui très différent du modèle français où *« on vénère l'autorité »*. Après l'UNOPS il lui semble avoir appris à désacraliser la fonction du directeur. Et il espère avoir conservé cela à son retour, avec ses équipes.

Localement, dans la relation avec les autres membres des équipes, il remarque sa chance d'être européen mais pas néerlandais (anciens colons). Certes la relation entre Curaçao et les Pays-Bas semble moins compliquée que pour la France avec ses *anciennes colonies* mais cela reste complexe. Il est important cependant d'échanger le plus possible avec les gens sur place pour identifier les limites pour un *expatrié occidental.*

LES ENJEUX PERSONNELS

Au cours de son expatriation au Danemark, il reste assez en retrait : pas de réel effort pour apprendre la langue locale (le travail est réalisé en anglais), et ses enfants sont inscrits à l'école française.

À Curaçao, grâce à son épouse, qui est néerlandaise, l'intégration est plus simple. Mais Gautier ROUHET est bien conscient qu'ils sont restés, dans ce pays, au sein d'une certaine classe de population.

Après 18 mois, la question se pose de savoir s'il continue et enchaîne sur une autre mission de l'UNOPS ou si la famille rentre en Europe ? Au final, le choix est fait de revenir en France pour envisager l'entrée au collège de ses enfants.

Gautier ROUHET contacte alors de Sytral, le Syndicat des transports de l'agglomération Lyonnaise. Un recrutement est en cours et il rejoint une petite équipe souple et agile pour un poste de directeur adjoint pour le développement du réseau de transports. Son dernier poste à l'UNOPS n'a pas joué un rôle majeur alors : c'est surtout l'expérience SYSTRA au Danemark qui intéresse son recruteur.

ET APRÈS ? LE RETOUR

Comme il était Ingénieur territorial, rattaché à l'agglomération lyonnaise, cela a favorisé son recrutement au SYTRAL. Mais il a fallu jongler avec les statuts : dans un premier temps, il a dû demander une fin de disponibilité par anticipation (qui n'est pas obligatoirement accordée) puis une mutation pour rejoindre son nouveau poste.
Mais depuis la loi de 2016, la prise en compte de l'ancienneté est plus délicate et après calcul, le SYTRAL lui propose un salaire moins élevé que celui initialement prévu. Pas très simple pour gérer sa réinstallation : *« Je suis parti 7 ans et j'ai récupéré 9 mois d'ancienneté »*. Il a fallu tirer sur les réserves pour la réinstallation, durant un an. D'autant plus que sa femme ne retrouve un travail qu'après 8 mois en France.
Cette réinstallation est une épreuve. *« C'est un dur moment car il y a beaucoup de choses à gérer entre les attentes du nouveau poste, et l'adaptation de la famille à un nouvel environnement, d'autant que revenant en France, l'entourage professionnel ou personnel n'a pas forcément conscience qu'un décalage parfois important existe entre mon vécu/ma situation et la leur. J'ai eu de la chance que mon épouse puisse gérer la réadaptation ».*
Pour éviter trop de stress pour la famille, Gautier ROUHET rentre en premier en France. Il prend son poste puis sa famille le rejoint 3 mois plus tard.

SON CONSEIL

Pour Gautier ROUHET, partir travailler à l'étranger doit d'abord être un projet personnel et/ou familial.
Pour lui, la plupart des gens qui souhaitent vivre ce genre d'expériences sont curieux et possèdent la flexibilité nécessaire.
La difficulté (qui peut s'expliquer par notre système éducatif) est de comprendre qu'on n'arrive pas en terrain conquis. Et notamment dans les pays en voie de développement, dans les postes d'assistants techniques, où il faut vraiment gagner sa place.

Mais il faut aussi savoir que l'expatriation n'est pas comprise ou connue dans les administrations. Dans le monde des collectivités territoriales, il n'existe pas de suivi de carrière sur ce type de parcours : *« c'est chacun pour soi et il n'y a très peu, voire aucune valorisation de ces expériences « si enrichissantes ».* Il reste encore une importante amélioration possible.

PORTRAIT #8

YANN THOREAU LA SALLE

YANN THOREAU LA SALLE

Yann THOREAU LA SALLE a 41 ans. Il est marié et a 3 enfants (collège). Très impliqué dans les projets urbains innovants, il a enrichi sa réflexion par diverses expériences de coopération internationale.
Il est actuellement directeur innovation, économie et international à la Ville de Lille.

LE PARCOURS

Yann THOREAU LA SALLE est attaché territorial depuis 2006.

En 2003, après un séjour *Erasmus* à Budapest, il termine un master en relations internationales à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques), par un stage en développement rural en Afghanistan (6 mois en 2003). Une fois diplômé, il rejoint une ONG basée en Avignon : Volubilis (http://www.volubilis.org/). Cette structure est un réseau euro-méditerranéen pour la ville et les paysages qui œuvre à tisser des liens de culture, d'amitié et de partage de connaissances entre les hommes et les territoires d'Europe et de Méditerranée sur les questions de la ville et des paysages contemporains. Il y reste deux années.

En décembre 2005, il est recruté par Limoges. Il y passe le concours d'attaché et y restera durant cinq années, durant lesquelles il assure des missions auprès du DGS sur la contractualisation et l'aménagement du territoire, avant de se voir confier la création d'un service affaires européennes. Il y développe de nombreux programmes européens dont le projet UNIC, un réseau pour la résilience des villes marquées par l'industrie de la céramique - http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_unic.pdf.

Mais l'appel du large revient. Il tente, sans succès, une première candidature sur le site *Transparence* du Ministère des Affaires étrangères pour intégrer le réseau diplomatique sans réellement savoir comment se positionner (ignorance des niveaux de grades correspondant à son profil).

En 2009, avec sa femme, le souhait de partir se fait plus fort. Il peaufine alors sa candidature sur *Transparence*. Leur souhait est de s'orienter plutôt vers le Maghreb ou l'Europe de l'Est (pour rester assez proche de la France). En décembre 2009 il est reçu en entretien pour un poste d'attaché de coopération en Bulgarie. L'entretien se déroule bien mais le poste lui échappe. Il est rappelé mi-février pour un autre entretien avec d'autres interlocuteurs au MEAE, pour un poste d'expert technique en Roumanie, avant que le Ministère ne lui propose un poste d'attaché de coopération au Mexique. Le choix de la famille doit alors de faire en l'espace de quelques jours, pour une destination qui n'avait pas été envisagée.

Ce sera donc une mission de quatre années au Mexique, à l'Ambassade de France sur différents programmes de valorisation de l'expertise française (collectivités locales), sur les politiques publiques locales et l'aménagement du territoire.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Pour Yann THOREAU LA SALLE, une expatriation est une expérience formidable : « *Ce fût passionnant : j'ai pu toucher à plein de choses, j'avais une grande latitude pour prendre des initiatives et pour expérimenter toute sorte de projets* ». Mais cela demande aussi de développer des qualités particulières : être patient et tenace tout en faisant preuve d'adaptabilité.

La mission étant de développer des relations de coopération entre collectivités françaises et mexicaines il lui fallait une grande force de conviction pour amener des partenaires français dans une coopération (*« le projet de coopération, c'est toujours ce qui vient en plus de leur charge de travail »*) et suivre pas à pas le projet pour ne pas prendre de retard. Au Mexique, outre le fait de devoir apprendre l'espagnol en accéléré (il n'avait que des notions avant de partir), il découvre une complexité spécifique dans les relations de travail, un mélange de protocole et d'humour qui y sont très importants.

S'il n'y a pas de passé colonial entre la France et le Mexique, une certaine fierté locale doit être prise en compte. D'autant que la coopération avec la France, et notamment sur la coopération urbaine « durable » - Mexico, ville de 22 millions d'habitants- est en « concurrence » avec d'autres pays et organisations internationales. À cela se rajoute une posture diplomatique française qui se cherche, et parfois ambiguë pour les Mexicains – des Nord-Américains- : cette coopération relève-t-elle de « la beauté du geste » au service de la ville durable, où s'agit-il finalement de promouvoir, voire de vendre l'expertise urbaine française ? Les autres coopérations étrangères sont souvent plus pragmatiques, et au clair avec leurs objectifs !

Yann THOREAU LA SALLE a appris beaucoup en termes de management au Mexique ; d'une part sur un rapport au temps et à l'anticipation différents dans le travail, et des clés de lectures bouleversées. Progresser dans la découverte du pays et des Mexicains aboutit surtout à renforcer l'impression de complexité, et d'une forme d'inaccessibilité à la richesse culturelle du Mexique. D'autre part, étant en poste en ambassade, il participe à l'organisation de rencontres de très haut niveau qui ne tolèrent pas les accrocs. Cela nécessite de savoir définir les priorités pour que, lors des visites d'État, clarté et efficacité soient au rendez-vous. Cela nécessite aussi de développer un sens de la solidarité et du travail d'équipe.

Il fortifie alors ce savoir-faire de traducteur, de passeur qui permet de réunir des profils différents et d'assurer l'émergence d'idées innovantes. C'est cette énergie et cette posture qui intéressera le DGS de Lille à son retour pour positionner la ville sur l'Innovation urbaine en réunissant des expertises diverses mais complémentaires.

LES ENJEUX PERSONNELS

Une expatriation se vit en famille. Pour les trois enfants, en bas âge, tout s'est bien déroulé. Par contre, le fait finalement d'accepter un départ vers un pays qui n'était pas envisagé par le couple dans ses premières réflexions, est un moment difficile. Ainsi, dans ce cas, un membre du couple doit un peu se sacrifier. *« Cela a été très dur pour ma femme car elle a dû quitter un poste très intéressant à l'époque »*. Donc dans un premier temps, Yann THOREAU LA SALLE part seul. Il passe ses quatre premiers mois dans un appartement à prendre très rapidement la mesure du poste au sein de l'ambassade tout en essayant de trouver un mode d'organisation pour faire venir sa famille. Sur place, le réseau francophone est moyennement mobilisé sur cette question des conjoints (le modèle de la « femme d'expat » a encore des adeptes...). Le regard social est dur : l'image que vous renvoient les autres n'est pas valorisante : vous êtes la « femme de... ». Finalement, pour pouvoir travailler, sa femme devra renoncer officiellement au statut de « conjointe d'expatrié » : un avocat mexicain est embauché pour démêler l'imbroglio et lui permettre de devenir résidente mexicaine officielle afin d'avoir l'autorisation d'exercer une mission partagée entre l'Université autonome du Mexique et l'Académie des sciences. Ce qui a induit qu'au « retour en France » elle était une « expatriée du Mexique » ...

ET APRÈS ? LE RETOUR

Quitter Limoges en 2010 ne s'est pas fait avec l'assentiment général. Quelques projets étaient en cours et le départ, en 4 mois, du responsable des affaires européennes de la ville n'est pas simple à gérer... Au cours de cette période d'expatriation, Limoges ne cherchera pas particulièrement à profiter de la présence à l'international, dans les réseaux de développement urbain, d'un « agent de la ville » - Yann THOREAU LA SALLE, en détachement, est toujours dans les effectifs de la ville.

Après quatre années passées à l'étranger quand il doit être réintégré, Limoges lui propose une responsabilité de contrôleur de gestion. La connexion n'est pas évidente au regard des multiples réseaux constitués et expériences acquises au cours de son expatriation au Mexique : il ne donne pas suite à cette proposition

Sa femme étant en poste à Paris, il sollicite une « disponibilité pour rapprochement de conjoint ». Sans salaire, à Paris, avec 3 enfants : après la vie d'expatrié, la *« repatriation »* est dure !

Alors qu'il a monté des programmes de coopération pointus et signé des accords avec le Ministère mexicain de la Ville, qu'il a organisé de multiples voyages d'études sur la question du développement urbain et développé des projets concrets sur le sujet, il ne rentre pas dans les cadres traditionnels qu'attendent les recruteurs français d'un « expert en développement urbain ».

Cette période de retour est délicate. *« Tout le monde sait que le retour est difficile. Là-bas, on est, par notre poste, en contact avec de grands chefs d'entreprise, on côtoie les élus de grandes villes, des parlementaires, ... et on nous confie des responsabilités inédites. Au retour on nous dit que ce sera la douche froide mais quand on le vit, c'est violent ! »*. La logique de recrutement française basée sur la stricte cohérence des diplômes et le parcours balisé reprend le pouvoir.

En février 2015, Yann THOREAU LA SALLE est recruté par Expertise France pour une mission de six mois au sein du PFVT - Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT) qui est la plateforme d'échanges et de valorisation de l'expertise des acteurs français du développement urbain à l'international http://www.pfvt.fr/fr .

Le DGS de la ville de Lille avec qui il avait collaboré lors d'une mission au Mexique lui propose ensuite de développer une direction de projets innovants (il récupérera ensuite l'économie et l'international en 2019). Sa capacité à identifier des initiatives, son réseau international mais aussi son expérience des situations complexes avec de multiples intervenants – le quotidien en ambassade - est un atout. Mais il va devoir développer une pratique spécifique en gestion de grands projets pour tester de nouvelles modalités de financements pérennes des programmes lillois.

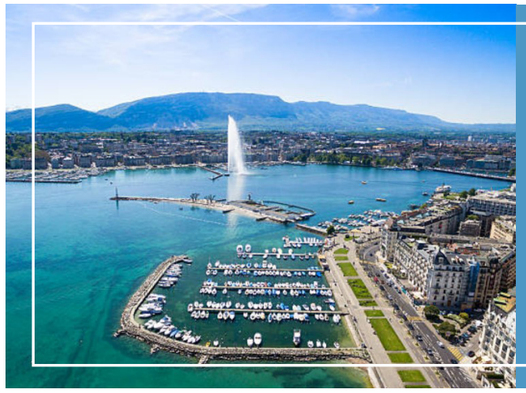
Il a retrouvé à Lille cette grande liberté qu'il avait au Mexique pour associer tout un ensemble de partenariats et de projets qui sortent des sentiers battus grâce à la confiance et au soutien du DGS. Cela a ainsi permit de développer des projets tels que la *Cuisine Commune de Fives Cail* (projet Tast'in Fives mêlant initiatives solidaires autour de l'alimentation et activités économiques à impact social, au cœur d'une friche en réhabilitation - https://www.uia-initiative.eu/fr/uia-cities/lille) ou le *Bazaar St So* (https://fr.lita.co/fr/projects/718-bazaar-st-so) .

SON CONSEIL

Le premier conseil de Yann THOREAU LA SALLE est d'être très attentif à l'envie de la famille. Ce désir d'expatriation doit être partagé. Il faut que tous soient conscients qu'en tant qu'expatrié au sein du réseau diplomatique, *« On donne beaucoup : il faut intégrer énormément d'informations et de codes au démarrage, il y a des déplacements constamment, c'est un gros investissement et le ou la conjointe se retrouve seule et souvent peu considérée »*.

Mais une fois cet accord scellé, l'expatriation est un vrai accélérateur professionnel (en termes de compétences) car on est à un poste exceptionnel pour rencontrer, agir, expérimenter. Au retour c'est une vraie force pour, à nouveau, rencontrer, agir, expérimenter. Attention toutefois : ce qui fonde la plus-value des « territoriaux » à l'étranger s'étiole au fil des années. Il est alors nécessaire d'actualiser ses connaissances de l'action locale en France, de replonger au cœur de la complexité des projets et de leur financement.

Par ces allers retours, les rôles d'acteur du développement local et de « passeur » se nourrissent l'un et l'autre, et provoquent des décalages enthousiasmants.



PORTRAIT #9

SÉBASTIEN DESRAMAUT

SÉBASTIEN DESRAMAUT

Sébastien DESRAMAUT a 40 ans. Il était jusqu'à peu DGS de la ville de Bailly. Il rejoint Lille comme administrateur général du musée de l'Hospice Comtesse.

LE PARCOURS

Sébastien DESRAMAUT a réalisé ses études à Sciences Po Rennes. Après une année *Erasmus* en Suède (et la rédaction d'un mémoire sur les « politiques publiques d'intégration en Suède ») il réalise son stage de fin d'étude à Rennes au Consulat américain où il contribue à l'organisation d'événements culturels et à la politique de communication du Consulat.

Il passe le concours d'attaché territorial en 2003 pour les filières culturelle et administrative. Il oscille alors entre postes liés à la culture (comme ce contrat de quelques mois au sein de l'association des conservateurs des musées bretons en 2004) et l'administration (DG Adjoint des services d'Othis de 2005 à 2009). Puis de nouveau culture puis administration : de 2009 à 2014, directeur administratif du Palais des Beaux-Arts à Lille puis DGA à la ville de Saint Genis.

Saint Genis est une ville française, transfrontalière de la Suisse et intégrée à l'agglomération du Grand Genève. Tout en étant DGA d'une ville française, Sébastien DESRAMAUT est alors déjà un peu « expatrié ». Il décide en effet de résider à Genève et de venir à Saint Genis chaque jour (un transfrontalier inversé). La ville de Saint Genis est une ville internationale à plus d'un titre : transfrontalière, elle est intégrée à l'agglomération du Grand Genève d'une part. Mais elle accueille aussi sur son territoire une myriade de nationalités du fait de l'accueil d'une partie des scientifiques du CERN (l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, https://home.cern/fr/about).

En habitant à Genève, à force de rencontrer du monde, il côtoie certaines personnes de la Représentation permanente (RP) de la France auprès de l'ONU. Il apprend qu'un poste se libère directement sur le site de la RP-Genève - https://onu-geneve.delegfrance.org/-Francais- -. Il candidate et obtient le poste – il était déjà expatrié familialement donc cela est venu naturellement.

Sébastien DESRAMAUT est engagé pour un contrat de 2 ans en tant que conseiller Presse et Influence :

- sur un volet communication et affaires culturelles il assure l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication visant à promouvoir la politique étrangère française au sein des Nations Unies ;
- sur le volet francophonie et influence il participe à la promotion de l'usage du français dans les organisations de la *Genève internationale* et à la préparation des travaux du Groupe des ambassadeurs francophones ainsi qu'au développement des relations avec les territoires de la France voisine.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Au sein des représentations françaises à Genève, il y a un enjeu important : celui de valoriser les territoires français transfrontaliers. Que cela soit au Consulat français ou à la Représentation permanente, il faut mettre en avant cette « France voisine » pour essayer d'attirer les cadres voir même les organisations internationales qui peuvent trouver une proximité avec les centres de décision genevois associées à des conditions d'hébergement moins onéreuses (un des exemples est la création de la Cité de la solidarité internationale - https://www.cite-solidarite.fr/ - à Annemasse

pour accueillir notamment les ONG qui sont engagées dans des opérations de plaidoyer en vers les organisations onusiennes à Genève). L'intérêt de recruter un fonctionnaire territorial, issu de ces communes, est alors évident car il apporte sa connaissance des réseaux locaux et facilite la création de liens et de partenariat alentours.

Intégrer la Représentation permanente de la France auprès de l'ONU n'a pas nécessité un temps d'adaptation trop long pour Sébastien DESRAMAUT. Si l'organisation n'est pas celle d'une commune, il apprécie d'y trouver une vraie curiosité des personnels, une ouverture d'esprit à l'apport de chacun et un engagement de chacun des représentants des différents ministères pour un seul objectif ; la défense des intérêts français.

LES ENJEUX PERSONNELS

Sébastien DESRAMAUT n'avait pas d'enjeux forts avec sa prise de poste car il était déjà résident genevois. Toutefois, une certaine vigilance est de mise dans le fonctionnement quotidien. La rémunération peut être très attirante pour un territorial qui envisage une expatriation. Mais c'est un peu *le miroir aux alouettes*. L'intérêt financier diminue fortement, d'autant que résidant déjà en Suisse, Sébastien DESRAMAUT se voit proposer un contrat local. Et administrativement, cela signifie une disponibilité donc un arrêt de l'avancement statutaire.
À cela s'ajoute les différents frais qui sont souvent invisibles en France car pris en charge par la puissance publique ou l'employeur : par exemple, pour Sébastien DESRAMAUT, l'assurance Santé s'élève à 400 € par mois plus 1000 € de franchise. Enfin, au-delà de l'arrêt de l'avancement, il apparaît un souci dans les cotisations pour la retraite : Il découvre qu'il y a incompatibilité entre différentes annuités de cotisation : au sein de l'Association européenne de libre-échange (AELE), il n'est pas possible d'additionner les annuités entre la Suisse et les autres membres (Islande, Liechtenstein, Norvège).

Mais cela reste des désagréments minimes au regard des découvertes et de la stimulation professionnelle d'un tel environnement.

Après 4 années passées à Genève (Saint Genis puis RP), même si la Suisse est à côté de la France, la famille ressent le besoin de revenir vers le nord de la France et Sébastien DESRAMAUT reprend la recherche d'un poste dans la territoriale.

ET APRÈS ? LE RETOUR

Le départ de Saint Genis a été assez simple. La ville a dû s'habituer au fil des ans à un important turnover de ses cadres. La proximité d'une agglomération telle que le Grand Genève offre de nombreuses opportunités avec lesquelles une petite commune moyenne ne peut rivaliser.
Ensuite, après un détachement ou une disponibilité, il n'est pas envisagé un retour dans la petite bourgade.
Vers la fin de son contrat, Sébastien DESRAMAUT consulte les différents sites pour les agents territoriaux et peut postuler ainsi à la Marie de Bailly (Yvelines). Le Maire de Bailly est un ancien cadre international de SUEZ. Il identifie dans le CV de ce candidat atypique qui allie expérience territoriale et confrontation au monde diplomatique, un esprit ouvert et mobile qui a priori, possède une réelle capacité d'adaptabilité. Sébastien DESRAMAUT rejoint Bailly en septembre 2016 en tant que DGS de la commune et du syndicat intercommunal Bailly/Noisy-le-Roi.
Il y reste jusqu'en août 2020 avant de repartir dans la filière culturelle et prendre les rênes du Musée de l'Hospice Comtesse à Lille à compter du 1er septembre 2020.

SON CONSEIL

Selon Sébastien DESRAMAUT, en tant que territorial, par une expatriation, même en Europe, on développe un goût pour le challenge, le défi et une capacité d'adaptation forte. Cela permet à un agent territorial de remettre en perspective ses certitudes de manière régulière.

Certes, *« quand un employeur voit mon CV, il se dit « on ne va pas le garder très longtemps » »*, mais il peut aussi y voir une volonté de cultiver un dynamisme et la découverte d'autres manières de faire.
Aujourd'hui Sébastien DESRAMAUT est attentif aussi à des possibilités de départ pour des périodes plus courtes.

À la question « et faire partir vos DGA ? » il reste ouvert : « Il n'y a aucun frein et on gagnerait autant en efficacité qu'avec des stages de cohésion ».

À explorer…

PORTRAIT #10

ROSE-ANNE BISIAUX

ROSE-ANNE BISIAUX

Rose-Anne BISIAUX a 42 ans. Elle est aujourd'hui directrice de la culture de l'agglomération Pau Béarn Pyrénées et de la ville de Pau. Rose-Anne BISIAUX est territoriale depuis 2002. Elle est aujourd'hui attachée principale.

LE PARCOURS

En 1999, Rose-Anne BISIAUX part pour un an au Mexique dans le cadre d'un programme d'échanges pour sa 3ème année à Sciences Po Lille. Cette première expérience est un grand saut (*« il n'y avait pas de culture internationale dans ma famille »)* : ce sera le déclic. Rose-Anne BISIAUX attrape le virus du voyage et confirme son intérêt pour l'apprentissage des langues.
Elle en profite pour réaliser un stage au Guatemala, au service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France, lors duquel elle réalise un état des lieux des ONG présentes.
À son retour, elle candidate dans un Master à l'Université de Clermont-Ferrand : elle intègre le Master « Carrières diplomatique, internationale et européenne » en 2001. Elle y découvre la « Coopération décentralisée » et après avoir réalisé son stage au sein de l'ARRICOD (l'association des Responsables RI des collectivités), son diplôme en poche, elle est recrutée au Conseil régional Nord Pas de Calais comme chargée de mission Relations Internationales. Elle y reste 8 mois avant de rejoindre la Communauté urbaine de Dunkerque.
Elle est alors durant cinq années, chargée de mission Relations Internationales. Puis Rose-Anne BISIAUX est nommée Directrice adjointe Stratégie, partenariats, Europe et international de l'agglomération. En 9 ans elle se déplace dans de multiples pays, organise beaucoup de projets et accueille de nombreuses délégations internationales. Elle assure même la présidence de l'ARRICOD de 2009 à 2011.

L'envie émerge alors de vouloir aller voir un peu ailleurs, « de l'autre côté ».
Rose-Anne BISIAUX commence sa veille sur le site de *Transparence* au cours du mois de mars-avril 2011 et candidate à l'été 2011 pour deux postes de COCAC (Conseiller de coopération et d'action culturelle). Mais au cours d'une conférence, elle rencontre un responsable RH du MAE. S'ouvrant à lui de ses intentions et de sa candidature, il l'informe qu'elle a peu de chance d'avoir un poste de COCAC à la première candidature. Elle rajoute alors deux vœux complémentaires dont le poste d'Attachée de coopération technique à Brasilia.
En octobre 2011, elle est convoquée à un entretien, puis plus de nouvelles. L'attente est un peu longue jusqu'en février 2012, quand elle reçoit un message du MAE : elle est retenue.
Durant cette phase, dès le début, Rose-Anne BISIAUX avait prévenu sa DGA (*« elle m'avait encouragée »*). Heureusement car au cours de la sélection, le COCAC de Brasilia avait contacté sa DGA pour avis…

À partir de février 2012, c'est le branle-bas de combat : le dossier administratif est complexe et volumineux (visites médicales, procédure pour le visa, etc.). Mais cela se passe bien (*« le dossier est assez bien fait et on a constamment un contact gestionnaire au MAE »*). Seule incertitude, la rémunération : *« jusqu'à la signature du contrat, on ne connait pas son salaire »*.

Ce sera donc un départ à l'Ambassade de France à Brasilia durant trois ans.
Puis elle choisit de rester dans le réseau diplomatique mais elle souhaitait revenir en Europe. Et l'intérêt pour un poste de COCAC s'était renforcé (notamment pour avoir un volet de management plus important dans son quotidien ainsi qu'un champ plus large d'action). Ainsi elle postule de nouveau directement sur le site *Transparence* du MAE, en 2014, pour un poste de COCAC en Albanie à Tirana, qu'elle rejoint donc en septembre 2015.

LE FONCTIONNEMENT SUR PLACE

Pour sa première expatriation, la phase qui précède le départ est un peu anxiogène : va-t-on avoir les visas à temps, etc. ? En juillet 2012, elle réalise les deux semaines de stage du MEAE avec sensibilisation à la sécurité, une formation aux « bons gestes », etc.

Puis c'est le départ.

Rose-Anne BISIAUX choisit l'option de louer un appart-hôtel pour les premières semaines qui lui est conseillé par l'Ambassade. Une location de voiture est aussi prévue. Il lui a fallu un gros mois pour trouver un appartement meublé (elle avait fait le choix de partir avec simplement quelques valises…).

Brasilia, dans le réseau diplomatique français, est une grosse ambassade où se côtoient les diplomates de carrière mais également les agents détachés d'autres ministères ou administrations, ainsi que les agents locaux. Un des avantages est qu'il y a beaucoup d'expertises diverses. Rose-Anne BISIAUX est la seule issue de la fonction publique territoriale.

« Lorsque vous partez avec le MAE, le premier contrat est de deux ans. Puis vous pouvez renouveler votre contrat pour votre poste, pour deux contrats d'une année supplémentaire ».

Pour sa seconde expatriation, elle décroche « un très beau poste » comme COCAC en Albanie, à Tirana, *« au cœur de l'Europe »*. Son poste est très différent : petite ambassade donc très nombreuses fonctions et grande polyvalence. Elle s'occupe du pilotage de l'ensemble de la coopération bilatérale (culturelle, scientifique, éducative, technique) en lien avec le réseau des alliances françaises, assure un management de proximité (quelques personnes) mais aussi à distance avec les alliances réparties sur le territoire albanais. Elle acquière alors des réflexes qui lui seront très utiles dans son poste à son retour en France.

Par ailleurs, en expatriation, *« vous avez des budgets contraints ce qui oblige à être créatif et aussi très débrouillard » : « en France, on vit dans un pays qui fonctionne »*. Au Brésil et en Albanie, elle apprend à aller au plus direct sans se préoccuper de problèmes qui n'en sont pas. Cette habitude du système D permet au retour en France de trouver des solutions plus facilement.

LES ENJEUX PERSONNELS

Au plan personnel, au Brésil, Rose-Anne BISIAUX reconnait une difficulté à rencontrer véritablement des Brésiliens et à tisser des liens : *« On reste une expat, une étrangère »*. Chacun sait que vous ne resterez pas longtemps, il faut arriver à dépasser les barrières culturelles. Par ailleurs la société brésilienne est très inégalitaire socialement, ce qui rajoute à la complexité des relations. Mais l'avantage d'une grande capitale est par contre de pouvoir tisser des liens avec les collègues des ambassades européennes notamment…

Elle apprend aussi les grandes distances : *« Quand vous partez à Récife, c'est cinq heures de vol »*. Donc en arrivant à Tirana - 2h30 pour les vols directs avec Paris – elle a l'impression d'être chez elle.

Au plan organisationnel, Rose-Anne BISIAUX recommande la Mutuelle du MAE. Simplement il faut accepter le système où *« tu payes puis tu es remboursé »*. Cela fonctionne bien mais la première prise de sang à 300 € fait un choc tout de même.

LES RELATIONS AVEC SA COLLECTIVITÉ D'ORIGINE

En termes de carrière, Rose-Anne BISIAUX recommande de privilégier le statut du fonctionnaire en détachement sur contrat quand c'est possible. En effet, à chaque échéance, sa carrière de territoriale a pu évoluer sans qu'elle ne soit pénalisée : *« C'était à moi de rappeler ma RH à Dunkerque pour chaque avancement : j'avais mes alertes sur mon calendrier. Si je n'avais pas écrit ces mèls annuels, la RH n'aurait sans doute pas suivi mon dossier. »*

Professionnellement, Rose-Anne BISIAUX n'a pas maintenu d'autres contacts avec sa collectivité d'origine et, de son côté, cette dernière n'a pas cherché à utiliser ce relais dans le réseau diplomatique international.

ET APRÈS ? LE RETOUR

« Je savais que le retour ne serait pas évident ». Mais n'ayant pas pour objectif de réintégrer sa collectivité à l'issue de son détachement, elle était en recherche d'opportunités assez en amont de la fin de son second contrat de COCAC en Albanie. À l'été 2018, soit au début de sa dernière année de contrat avec le MAE, elle commence à activer ses réseaux : *« Je voulais revenir en collectivité mais pas nécessairement sur un poste lié à l'international »*. En tant que COCAC en Albanie, elle est chargée de la coopération culturelle et mène de nombreux projets dans tous les champs de la culture. Elle souhaite ainsi poursuivre et cherche dans ce domaine *« Je visais une direction de la culture »*.
Elle tente Pau. Elle décroche un entretien avec le DGS pour qui son passage au MAE et son expérience de la culture en Albanie est un gros plus. Puis la rencontre avec le maire François Bayrou confirme le recrutement. Il ne suffit plus que de caller le calendrier.
Rose-Anne BISIAUX informe donc son ambassadrice puis fait un courrier au MAE pour engager une rupture de son contrat, effectue son préavis et arrive à Pau en février 2019.

SON CONSEIL

D'après Rose-Anne BISIAUX, *« en tant que territoriale, on a déjà le bagage et la compétence »*. Il faut prendre conscience que l'on a tous les atouts en main et l'expatriation est alors possible. Elle dépend de sa capacité d'adaptation et d'une grande ouverture culturelle. *« Ce choc culturel, on le voit de suite »*. Il faut alors laisser de côté ses certitudes. De toute façon *« cela ne va pas se passer comme on l'a imaginé »* et si les gens sont en retard, on ne les changera pas : il faut s'adapter « à Rome comme les Romains ». Inutile de râler. En plus *« c'est nous qui venons »* nous rappelle-t-elle. Une expatriation est une « migration » qu'il faut prendre comme telle.

Au retour, cette expérience apparait très riche. Certes épuisante la première année car il y a un choc culturel inévitable et une adaptation professionnelle exigeante. Mais Rose-Anne BISIAUX a surtout réalisé des choix cohérents à chaque étape qui ont enrichi sa carrière et lui permettent aujourd'hui d'exercer ses fonctions actuelles.

PARTIE 2

RESSOURCES COMPLEMENTAIRES

E-COMMUNAUTÉ

ACTION EXTÉRIEURE ET INTERNATIONALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

S'informer, partager, se former entre pairs

CONTACT
emmanuel.thouary@cnfpt.fr

https://e-communautes.cnfpt.fr/

réalisation : service communication et ressources formatives, INSET de Nancy

L' action internationale des collectivités territoriales désigne toutes les formes de coopération que les collectivités territoriales françaises ou leurs groupements peuvent développer avec des autorités ou des collectivités locales étrangères. Les politiques publiques d'internationalisation des territoires sont aujourd'hui un enjeu important de développement local : Internationalisation des entreprises, ouverture au monde des populations, mobilité des jeunes, et source d'innovation des politiques publiques, etc.

Cette e-communauté vise à réfléchir et partager sur les enjeux de l'action extérieure des collectivités territoriales, favoriser les échanger de pratiques, confronter les points de vues des agent.e.s territoriaux.ales sur ces divers champs, animer un réseau de professionnel.le.s, afin de capitaliser les bonnes pratiques, répondre aux contraintes particulières des territoires, co-construire une expertise territoriale de haut niveau.

Elle ambitionne aussi de développer les politiques d'internationalisation et de participer à la reconnaissance de l'expertise territoriale française à l'international.

Public :
DGA en charge des relations internationales et ou européennes, responsable de services, chargé.e.s de mission Relations internationales, action extérieure, attractivité, rayonnement international et tout.e agent.e de la fonction publique intéressé.e par les innovations publiques internationales ou l'expatriation.

SITES WEB UTILES

AATF : Association des administrateurs territoriaux de France
L'Association des administrateurs territoriaux de France a notamment pour objectif la préservation des droits professionnels et moraux des administrateurs territoriaux, la défense de leurs intérêts statutaires, le développement des liens de solidarité, le soutien à l'emploi et l'animation d'espaces de réflexion et de propositions.
https://www.administrateurs-territoriaux.asso.fr/

CNFPT : Centre national de la fonction publique
Etablissement public français paritaire déconcentré, le CNFPT accompagne les collectivités territoriales et leurs agents dans leur mission de service public. Il conçoit et dispense la formation de tous les agents de la fonction publique territoriale, organise les concours et les examens professionnels de catégorie A+ et assure l'observation et l'anticipation de l'évolution des métiers territoriaux.
http://www.cnfpt.fr/

DFI : Délégation aux fonctionnaires internationaux
La délégation aux fonctionnaires internationaux est un service du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle soutient et promeut la présence des Français dans les organisations internationales
https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/emplois-stages-concours/travailler-dans-les-organisations-internationales/actualites-et-postes-vacants/alertes-de-la-dfi/

Expertise France
Expertise France est l'agence publique de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique. Expertise France est le « nom de marque » de l'agence française d'expertise technique internationale (AFETI), établissement public à caractère industriel et commercial œuvrant sous la double tutelle des ministères chargés des Affaires étrangères et de l'Économie, dans le cadre de la politique extérieure de développement, de solidarité et d'influence de la France.
https://www.expertisefrance.fr/

Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG)
La FNCDG fédère nationalement l'ensemble des Centres de gestion (CDG) du territoire français. Chaque département possède son propre Centre de gestion sauf en région parisienne où les départements sont regroupés sous l'égide de deux CIG (Centre Interdépartemental de Gestion).
La fédération est l'outil de référence en matière de ressources humaines et de recrutement territorial, pour les agents de fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ainsi que les Centres de gestion. L'accès à la Fédération nationale des centres de gestion est public et par conséquent peut être consulté par les contractuels. C'est-à-dire les candidats non titulaires cherchant un poste dans une collectivité territoriale.
http://fncdg.com/

France Volontaires
France Volontaires est une association qui envoie des volontaires dans d'autres pays afin de participer à la coopération au développement. Elle apporte son appui à l'information et à l'orientation des personnes souhaitant s'engager. Experte en volontariat, elle contribue à la mobilisation des pouvoirs publics, collectivités territoriales et associations ; la plateforme assure en cela une mission de prospective et un rôle d'observatoire.
https://www.france-volontaires.org/

Ministère de l'action et des comptes publics
Portail de la fonction publique
https://www.fonction-publique.gouv.fr/

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères
https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/

Recrutement & Emploi public
Ce site propose des offres d'emplois publiées par les employeurs des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière.
www.place-emploi-public.gouv.fr

Service-public .fr
Service-public.fr est le site web officiel de l'administration française. Il constitue le pôle multicanal de renseignements administratifs géré, dans les services du Premier ministre, par la Direction de l'information légale et administrative. Guichet à distance d'information administrative et d'accès aux démarches en ligne, service-public.fr propose à l'usager un accès aux informations qui lui sont utiles pour connaître ses droits et réaliser ses démarches : fiches pratiques, questions-réponses, textes de référence, définitions, démarche en ligne ou formulaire, coordonnées et heures d'ouverture du service administratif localement compétent pour renseigner ou pour traiter une démarche administrative.
www.service-public.fr

Volontaires des Nations Unies
Actif dans près de 130 pays et présent sur le terrain dans plus de 80 pays, le programme VNU est représenté partout dans le monde. Le programme VNU est administré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et il rend compte de ses travaux au Conseil exécutif du PNUD. Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) contribue à soutenir la paix et le développement à travers le monde par le biais du volontariat. Le programme VNU travaille en collaboration avec des partenaires pour intégrer des Volontaires des Nations Unies qualifiés, fortement motivés et bien encadrés dans les programmes de développement et afin de promouvoir la valeur et la reconnaissance mondiale du volontariat.
https://www.unv.org/fr

Une collaboration CNFPT-INSET de Nancy
et Agence du Monde Commun

Conception : Service Communication & Ressources Formatives INSET Nancy - Délégation de Lorraine.
Réalisation : Marilyn BAILLARD
Août 2020.